

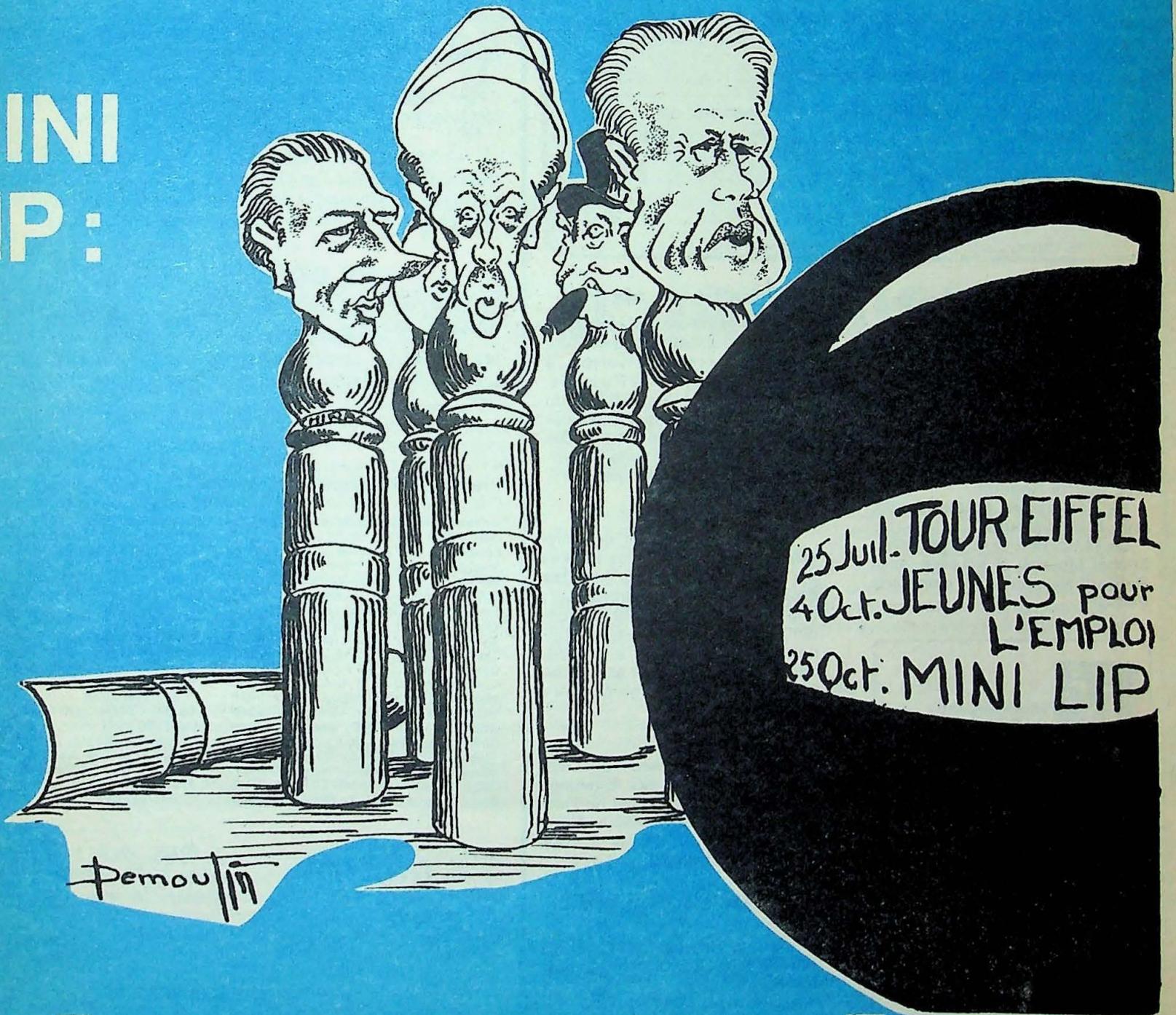
N° 676 du 1 au 8 novembre 1975 - 3 F 50
Hebdomadaire du parti socialiste unifié

tribune

socialiste



MINI
LIP:



c'est lancé

Sommaire

- **BUDGET**: les truquages de Fourcade p. 4
- **PCF**: quand la gauche se reclasse p. 5
- **FEMMES**: 1975, année du chômage p. 6-7
- **SOVIREL**: année record p. 8
- **AIR FRANCE**: derrière l'image de marque p. 10
- **PANTIN**: le patron ne badine pas p. 10
- **SPECIAL MINI-LIP**: pour une autre stratégie p. 11-14
- **TEMOIGNAGE**: la vie de Jean Zyromski .. p. 15
- **LES EXPERIENCES D'AUTOREDUCTION EN ITALIE** p. 16-17
- **ESPAGNE**: la classe ouvrière et l'après-franquisme p. 18-19
- **PORTUGAL**: les manœuvres de l'extrême-droite p. 20
- **ANGOLA**: le pouvoir populaire p. 21
- **PRODUITS ALIMENTAIRES**: le marché de dupes p. 21
- **CULTURE**: Actuel, c'est fini p. 22
- **CINEMA**: le porno et la vertu p. 23

Calendrier politique

Meetings PSU

Le 5 novembre, à **Bourges**, avec Michel Mousel, Maguy Guillien, Pierrot Régnier.

Le 7 novembre, à **Saint-Denis**, avec Michel Mousel.

Le 14 novembre, à **Brest**, avec Michel Mousel, et à **Tours**, avec Bernard Ravenel et un camarade du FSP.

Cadre de vie

La prochaine assemblée générale des militants du **Cadre de Vie** se tiendra le mardi 4 novembre, à 18 h, 9 rue Borromée à Paris 15e. Seront abordées les modalités du lancement d'une campagne fédérale sur le thème: la gratuité des transports et le problème du syndicalisme du cadre de vie.

A l'X...

Un groupe d'élèves de Polytechnique organise deux soirées sur le thème de la **lutte pour les droits des travailleurs immigrés**: le 5 novembre à 20 h 30, projection d'un film réalisé par Ali Gahem; le 6 novembre, à 20 h 30, débat sur la législation appliquée aux travailleurs immigrés (5, rue Descartes, Paris 5e).

Presse

Le syndicat parisien du Livre (CFDT) organise un meeting-débat sur les problèmes de l'imprimerie et de la Presse le 6 novembre à la Bourse du Travail (salle Roger Henaff).

Vient de paraître

● **Le Soldat n° 4**, journal édité par Information pour les droits du soldat (ILS).

Abonnez-vous: B.P. 112 - 75825 - Paris - Cedex 17.

En vente à la Librairie Syros, 9, rue Borromée Paris 15e.

Rectificatif

Une malencontreuse coquille nous a fait dire dans l'article de Nicolas Baby (TS n° 675) que le FSMAR était un organe de la LCR, il fallait lire: « Le FSMAR, organisme proche de la LCR ».

Pour un nouveau TS !!!



Objectif : 500 000 F !

**150 000 F le 1er janvier 1976
CE SERAIT BIEN !**

— 500 000 F c'est la somme nécessaire pour que le PSU puisse se doter d'un hebdo digne de ce nom.

— 150 000 F : une première étape qui permettra d'assainir les finances de **Tribune Socialiste**.

— 350 000 F : le complément de la souscription qui continuera au delà du 1er janvier et sera la réserve financière qui permettra d'envisager des investissements en hommes, en matériel pour améliorer encore la nouvelle formule.

Ils ont déjà donné !!!

Chaque semaine, TS fera le point sur la souscription. Toutes les initiatives seront les bienvenues, et nous en rendrons compte à nos lecteurs afin que cette souscription soit un succès.

Liste des donateurs

— Didier Drigny - Paris 6e; P. Bartoli - Montpellier: 20 F; Streiff - Nice: 100 F; Fédération de l'Essonne: 1 050 F; Mme Mazzéi - Martigues: 200 F; Fédération de la Marne: 55 F; Fédération de l'Yonne: 210 F; Section de Clichy/Seine: 210 F; Fédération du Maine et Loire: 585 F; Michel Caloustian - Thiais: 50 F; Odile Martin - Annecy: 100 F; Groupe Amis de la Terre - d'Auxerre: 50 F; E. Esclapez - Joumau-en-Brie: 100 F; D. Cano Garcia - Longjumeau: 30 F; B. Lefresne - Montrichard: 50 F; J.P. Caraire - Blois: 70 F; Fédération de l'Aube: 40 F; Alain Morel: 100 F; Savary: 100 F; Section de Sète: 245 F; Beaudoin: 40 F; Fédération de l'Isère: 300 F; Graillard: 25 F; Jean Sintès (Oise): 50 F; Christian Hervé (Annecy): 200 F; Valette - Paris: 50 F; Perin - Paris: 40 F; B. Pujol - Paris 7: 150 F; R. Lipman

Paris 17: 100 F; P. Parys - Paris: 200 F; L. Legrand - Bihorel: 100 F; P. Delavenne - Amiens: 120 F; G. Baque - Tarbes: 50 F; Y. Agache - Mons-en-Barœul: 500 F; J. Maréchal: 100 F; M. Prima - Quimperlé: 125 F; J.P. Croza - Pau: 35 F; J.F. Robin - Bressuire: 35 F; M. Duby - Rillieux-la-Pape: 35 F; D. Thévenet - Charliou: 100 F; M. Loch - Rennes: 30 F; Y. Cros - St Egreve: 100 F; J. Fontaine - Croix: 100 F; Section d'Eaubonne (95): 560 F; Solange Besnard-Paris 17: 35 F; J.M. Prevot - Nancy: 35 F; M. Maillocheau - Le Rheu: 100 F; Mme Blondeau - Joué-les-Tours: 200 F; Dominique Strarum - Paris 7: 25 F; MT Linas - Toulouse: 50 F; Daniel Taupin - Orsay: 200 F; Mme Leportols - Paris: 60 F; M. Guy Laval - Paris: 500 F; M. Grekeler - Nogent: 10 F; Denise Gautier: 100 F; Section d'entreprise Caisse des dépôts: 180 F; Denis Braize - Auxerre: 130 F.

TOTAL 8 365 F.





BAROU.
Franco

L'enterrer à jamais

■ Mourra, mourra pas ? Depuis quinze jours, tous les Espagnols s'interrogent sur l'issue politique de la maladie de Franco. Que celui-ci disparaisse de la scène politique ne fait plus de doute pour personne, même pour la camarilla qui mène une dernière bataille pour gagner du temps, et mettre à l'abri la fortune considérable qu'elle a amassée en quarante ans de fascisme. Ce n'est pas l'aspect le moins répugnant de l'entourage immédiat du vieux dictateur, qui délibérément, vole depuis son arrivée au pouvoir tout ce qui est à portée de sa main.

Mais là n'est pas l'essentiel. L'inquiétude qui se manifeste en Espagne provient d'un certain nombre d'inconnues et d'incertitudes sur le comportement des uns et des autres. Rien ne serait plus grave, pour le mouvement ouvrier des peuples d'Espagne, que d'attendre l'arme au pied que l'armée, l'Eglise, et d'autres forces qui oscillent entre le pouvoir et l'opposition, se déterminent.

Aussi bien, le problème a été parfaitement posé par Santiago Carillo, secrétaire général du PCE, quand il a affirmé dans sa conférence de presse, que le Parti communiste n'attendrait pas de permission pour installer des permanences dans toute l'Espagne, dès que la mort de Franco serait annoncée. Il ne peut y avoir de problème de légitimité ou de légalité qui soit liée à la succession de Franco, telle qu'il l'avait lui-même prévue.

Il est vrai que nombreux sont ceux qui rêvent en Espagne d'un type de régime plus libéral que celui qui s'achève, mais qui maintiendrait dans l'illégalité les forces révolutionnaires de l'extrême gauche, jusqu'au Parti communiste. C'est le pari de Juan Carlos, qui s'est ouvert de ses préoccupations à un certain nombre de personnalités, et espère pour ce faire obtenir l'appui des Etats-Unis.

Et c'est dans ce contexte qu'il est nécessaire de mettre l'accent sur les responsabilités propres du mouvement ouvrier français. Tout ce que nous avons fait jusqu'ici, à travers le collectif Eva Forest, doit être poursuivi et intensifié. On sait de quelles menaces sont actuellement victimes tous les prisonniers politiques espagnols, leurs familles et leurs avocats. La solidarité contre la répression en Espagne est donc plus que jamais à l'ordre du jour.

Mais notre action ne peut s'arrêter là. Notre solidarité doit se manifester sur tout l'espace politique espagnol. Il faut que la camarilla, comme tous ceux qui veulent continuer le franquisme sans Franco, avec Juan Carlos à leur tête, se sachent isolés, et ne trouvent nulle complicité de la part des gouvernements européens.

Or ceux-ci réagiront, et en particulier le nôtre, que si nous exerçons une forte pression sur lui. L'exemple nous vient d'Italie. Six organisations italiennes de l'extrême gauche à la démocratie chrétienne et les trois grandes centrales syndicales, viennent de créer un Comité, dont les objectifs sont très clairs : le Comité se propose « d'apporter un plein appui aux forces de l'anti-fascisme espagnol et de développer une action nationale et internationale visant à l'isolement politique et économique du régime franquiste ».

Il nous apparaît qu'un comité similaire doit voir le jour très rapidement en France, et doit apporter un appui tout aussi délibéré aux anti-fascistes espagnols. S'il en était autrement, si par malheur les combinaisons politiques qui se trament actuellement dans les couloirs du Palais de la Zarzuela marquaient un quelconque succès, cela voudrait dire deux choses : que nous avons une fois de plus manqué à nos obligations envers le peuple d'Espagne, et pris le risque d'une nouvelle et sanglante explosion.

Car derrière le calme superficiel tant vanté par la presse internationale, il est évident que les peuples d'Espagne, le mouvement ouvrier, n'admettront pas de voir se prolonger la situation actuelle. D'autant moins que les forces sur lesquelles s'appuyait le régime jusqu'ici sont elles-mêmes gravement divisées. Il n'est donc pas question de leur donner le temps nécessaire pour que des replâtrages puissent être réalisés, voire même qu'un « coup militaire de droite » qui se profile déjà se produise.

Le sinistre vieillard du Pardo pense peut-être à son enterrement. Mais c'est tout le franquisme qu'il faut enterrer avec lui. A jamais.

Christian GUERCHE ■

budget : les truquages de Fourcade



Chaque année, la session d'automne du Parlement est rituellement et en très grande partie consacrée à la discussion du budget. De plus en plus dérisoire, l'exercice du contrôle parlementaire des recettes et des dépenses de l'Etat permet tout au plus de meubler les après-midi du télé-spectateur au chômage ou du troisième âge, entre un western et un feuilleton à l'eau de rose.

■ Tout le monde sait que les jeux sont pratiquement faits quand les documents élaborés par les services du ministère de l'Economie et des Finances sont distribués à nos malheureux députés. Et pour 1976, la couleur a été annoncée par Fourcade au nom du gouvernement dès le mois de septembre.

Le projet qu'il a finalement présenté n'est guère nouveau par rapport à ce que nous en connaissions déjà (cf. l'analyse de Geneviève Brisserge, dans TS du 11 octobre). Il prévoit 13,6 % d'augmentation des dépenses définitives par rapport à la Loi de Finances initiale de 1975, mais à peine 4,6 % par rapport au budget rectifié de la même année : soit en tout état de cause une diminution des dépenses publiques, compte tenu de l'inflation. C'est essentiellement la manière dont Fourcade a présenté son affaire, situé les responsabilités et proposé des remèdes, qui est sinon nouvelle, du moins intéressante.

Son affaire, c'est d'abord une longue litanie de chiffres truqués. A ce sujet, nous ferons avant la fin de l'année la récapitulation des estimations « erronées » de Fourcade, autant en ce qui concerne l'évolution du chômage que de l'inflation ou encore de la croissance de la PIB (production intérieure brute) pour 1976, et celle de nos propres prévisions (à la fois pour les sceptiques et les amateurs d'anthologie).

Pour notre ministre, la reprise

de la croissance n'est plus douteuse : il n'hésite pas à asseoir ses prévisions de dépenses sur une augmentation de 4,7 % de la PIB en volume. Sa préoccupation fondamentale est redevenue la hausse des prix (+ 0,9 % d'augmentation en septembre).

Les responsables ? « L'inflation n'a pu prendre la dimension qu'elle a atteinte que parce que chacun dans son domaine a contribué à l'amplifier ». En conséquence, « il faut que les salariés comprennent qu'une hausse excessive des salaires constitue à la fois un facteur d'inflation et une menace pour l'emploi ». Et Fourcade n'hésite pas à compléter sa démonstration en conseillant aux syndicats français « d'imiter dans l'intérêt même des salariés leurs homologues allemands et britanniques ». Il n'a pas oublié de réciter un couplet désormais traditionnel contre le petit commerce et ses grandes marges. Quant aux grandes firmes oligopolistes et transnationales ? Rien, pas un mot sinon la reprise de l'idée d'un prélèvement conjoncturel qui constitue à l'évidence un outil particulièrement subtil de réinvestissement en leur faveur, c'est-à-dire de restructuration de notre économie.

Les apparentes ambiguïtés du projet de budget traduisent moins en fait un réel désir de limiter les effets les plus graves de la crise pour les salariés que de solides difficultés pour arbitrer les conflits d'intérêt qui opposent certaines fractions du capital à l'intérieur même du sérail ministériel. En effet, le caractère déflationniste de ce budget ne fait de doute que pour la majorité. Le relèvement de 10 % du plancher d'imposition, de même que les cinq milliards qui viennent d'être distribués aux ménages, aux vieux, sous forme de prime de rentrée ne sauraient avoir un effet d'entraînement économique significatif.

En effet, l'indexation du barème des tranches de l'impôt sur le revenu qui est devenue coutumière n'a même pas l'apparence de la nouveauté, à défaut de corriger les effets de l'inflation avec une exacte rigueur. Mieux, l'ajustement du barème est encore moins sélectif cette année que les années précédentes. Seuls les invalides et les personnes âgées seront relativement moins désavantagés parmi les titulaires de petits revenus. Inversement, les gros contribuables ne seront guère qu'égratignés par la perte du bénéfice de l'abattement de 10 % pour un peu plus de 10 000 d'entre eux.

Il est peu probable que l'augmentation (traditionnelle) des recettes dites de poche (alcool, tabac, PMU) et que la taxation (nouvelle !) du déchaînement pornographique permettent de faire face aux besoins en équipements collectifs d'autant plus fondamentaux que le retard n'a cessé de s'accumuler au fil des ans. La charge fiscale imposée aux entreprises n'a cessé de baisser depuis 1960, ce qui a eu pour effet la non satisfaction croissante des besoins en équipements publics. En poussant la logique gouvernementale jusqu'au bout, on peut se demander si l'autorisation de décider en 1976 la modification du taux et de la date de paiement des acomptes d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les sociétés ainsi que le relèvement des acomptes de l'IRPP (impôt sur le revenu des personnes physiques) que Fourcade va solliciter du Parlement, ne va pas lui permettre d'accorder un nouveau moratoire des impôts aux sociétés.

En somme, les nouveautés résident davantage dans les formules utilisées par le Pouvoir pour occulter la réalité qu'elles ne sont inscrites dans les faits. Pourtant, malgré la multiplication des écueils, on ne peut pas dire que le gouvernement ait commis de graves erreurs depuis un an à l'égard des objectifs qu'il poursuit : il applique et continuera d'appliquer une politique de restructuration impitoyable. Si l'on peut raisonnablement s'attendre dans les mois qui viennent à l'affermissement progressif d'un certain nombre de signes de reprise, ils ne s'accompagneront d'aucun changement dans la situation de l'emploi.

Les vagues de licenciements dans de nombreuses entreprises en difficulté vont se poursuivre ainsi que la politique de compression des effectifs et de restructuration des grandes firmes qui profiteront d'une évolution plus favorable de leurs marchés.

Plus que jamais, il faut ne pas oublier que l'enjeu de la période est la mobilisation des profits. Les fluctuations conjoncturelles du gouvernement ne sont que les ajustements à cet unique impératif. Le budget de Fourcade n'est ambigu que pour les amateurs de paradoxes. Il traduit fondamentalement la volonté du gouvernement de mener à son terme le redéploiement industriel entamé. Les discours relatifs à la « nouvelle croissance » n'y changeront rien, ni les poncifs éculés sur l'équilibre budgétaire.

Michel ETIENNE

A leur manière, les grands partis de la gauche française ont entamé la traversée d'un bout de désert. Le PS doit faire face aux problèmes nés de sa propre croissance tous azimuts, et affronter ses délicates querelles internes. Le PCF, soumis à une compétition dont il avait perdu l'habitude jusque dans la classe ouvrière, a convoqué son congrès pour le début de 1976...

■ Le PS et le PCF vont ainsi être conduits, dans la période qui s'ouvre, à s'interroger d'abord sur eux-mêmes, à regarder d'abord en dedans d'eux-mêmes. Cette situation est assurément préoccupante pour ceux qui pensent — comme nous — que la stratégie souhaitée par l'immense majorité des travailleurs est une stratégie d'unité populaire offensive ; et que l'une de ses traductions devrait résider dans la conclusion d'accords anticapitalistes incluant partis et syndicats, de manière à sortir réellement de la crise et poser en termes nouveaux le problème du pouvoir. Il est clair en effet que les moments de reclassements internes ne sont pas les plus propices à la réalisation d'accords unitaires sur le fond ; et le moins qu'on puisse dire est que l'on comprend les nombreuses réactions cédétistes de désenchantement, voire de net retrait, par rapport au pari politique qui fut celui de la « dynamique des Assises du Socialisme ».

Avancées ?

Il reste que, en se posant des problèmes à eux-mêmes pour les besoins de leurs propres débats internes, le PS et le PCF vont être amenés à aborder des problèmes qui, débordant les frontières de leurs organisations, intéressent l'ensemble du mouvement ouvrier. Ils vont être amenés à prendre des positions qui peuvent constituer, au plan des principes, des avancées partielles. Aussi nous tiendrons-nous attentifs à ces pétitions de principe, ne serait-ce que pour les prendre au mot, et pour aider à transformer les principes en actions. Et en actions unitaires chaque fois que cela sera possible.

Lorsque par exemple, le premier secrétaire du Parti socialiste écrit au secrétaire général du Parti communiste qu'il n'est pas de bonne méthode de rediscuter à propos du programme commun sans une réflexion d'ensemble, sur ce programme ; lorsque surtout il invite à débattre du type de gestion des entreprises et défend l'idée d'autogestion, on peut bien sûr être tenté de sourire devant ce genre de conversion pour raisons internes, à un moment surtout où le PS — nous le disions la semaine dernière — se renforce sur sa droite. Mais on peut aussi, acceptant de considérer les mots comme exprimant la pensée de leur auteur, l'attendre au tour-



Les jeunes giscardiens à la Porte de Versailles



Les débats internes du PCF

Quand la gauche se reclasse...

nant des actes. En quoi cette lettre constitue-t-elle réellement une déclaration d'intention ?

Lorsque, de même, les communistes semblent se poser à eux-mêmes certaines questions que nous leur posons habituellement, il ne s'agit certes pas de faire la fine bouche. Les communistes n'aiment guère que l'on parle de leurs discussions internes. Et il est vrai que les débats d'une organisation prennent souvent, lorsqu'ils sont répercutés à l'extérieur, même avec objectivité, une tonalité que ses militants acceptent mal de reconnaître : nous sommes, au PSU, bien placés pour le savoir...

Reste qu'il existe bel et bien de passionnantes discussions internes au PCF ; et que ces discussions ne peuvent pas ne pas concerner la gauche toute entière. Ces discussions prennent d'ailleurs deux aspects assez nouveaux pour le PCF. D'une part, elles se mènent non seulement au niveau des sphères dirigeantes du parti, mais désormais au niveau même du Comité central, de quelques comités fédéraux, voire (comme dans la région parisienne) à celui de conférences de section. Et d'autre part, les militants qui y participent n'affectent plus de croire que leurs choix d'organisation doivent s'élaborer dans un secret de type militaire : ils acceptent de plus en plus souvent la confrontation à ce sujet avec d'autres camarades du mouvement ouvrier.

Pour caractériser ce débat, à l'intérieur du PCF, plus large et moins secret que naguère, on peut dire qu'il se déroule sur quatre plans, les deux premiers étant assurément les plus importants dans les discussions actuelles.

Quelle ouverture ?

Le premier plan concerne la stratégie globale du parti, et plus précisément les bases sociales de l'action communiste. Disons qu'il voit gros-

sièrement s'opposer deux options. La première entend s'opposer à la progression socialiste en redevenant pleinement « le parti de la classe ouvrière », c'est-à-dire en mettant l'accent sur la radicalisation et la globalisation des luttes populaires (d'abord dans l'entreprise). A cette conception s'opposent ceux qui souhaitent au contraire renforcer l'image rassurante du parti en direction des classes moyennes, et donner au concept « d'union du peuple de France » son sens plein et premier, c'est-à-dire lui conférer une acception proche de celle du « compromis historique » de Berlinguer.

Bien sûr, le débat n'est pas aussi tranché. Beaucoup de ceux qui mettent l'accent sur les luttes affirment ne pas disconvenir de l'importance (notamment électorale) des couches moyennes, et acceptent dans leur majorité les mots « d'union du peuple de France », mais en donnant au terme de peuple un contenu plus proche de la tradition révolutionnaire d'extrême gauche que de la tradition républicaine française. Et beaucoup de ceux qui guignent d'abord les classes moyennes affirment qu'on ne saurait sous-estimer la fondamentale importance des luttes ouvrières.

Malgré tout, on sent bien — les militants moyens de l'organisation sentent bien — sur quel aspect l'accent est mis, par les uns et par les autres.

Paris-Moscou

Le deuxième axe autour duquel s'articule le débat du PCF est celui de la démocratie interne et des méthodes de travail du parti. Ici, les exemples italien et portugais servent souvent de référence (ou de repoussoir). Il n'est pas nécessaire de s'y étendre longuement : s'opposent sur ce plan les partisans de méthodes « à l'italienne », c'est-à-dire de l'ouverture à une réelle

pratique démocratique, et ceux qui n'ont pas tout oublié de leur passé dans le parti de Maurice Thorez (« le meilleur stalinien de France »...).

Le troisième plan, c'est bien sûr la relation avec Moscou. Les choses ont bien sûr évolué depuis quelques années, et l'on ne peut, par exemple, que saluer la parution de l'éditorial de René Andrieu, dans l'*Humanité* (25 octobre) sur l'affaire Pliouchtch. Sans doute Andrieu fait-il mine de ne pas être complètement sûr que le mathématicien soit interné en URSS seulement pour des raisons politiques. Mais, reconnaissant que « malheureusement jusqu'ici la preuve du contraire n'a pas été administrée », le rédacteur en chef de l'*Huma* écrit : « Nous ne pouvons que confirmer avec la plus grande netteté notre totale désapprobation et l'exigence qu'il soit libéré le plus rapidement possible ». Comment ne pas apprécier positivement cette prise de position ?

Il reste que, sur ce terrain aussi, se distinguent ceux qui souhaiteraient pousser plus complètement le désengagement par rapport à Moscou, accepter vraiment l'idée d'indépendance du parti français par rapport à l'URSS, et ceux qui répugnent à distendre des liens si anciens, si fraternels et si significatifs.

Enfin, le quatrième axe de discussion, qui ne se confond pas avec le précédent, tourne autour de la question de savoir si le PCF doit d'abord se préoccuper de l'hexagone, ou s'il doit affirmer une politique de présence active dans le mouvement communiste international. Le PCF doit-il accepter toutes les conséquences du « polycentrisme », et se résigner aux graves divergences idéologiques entre les PC, ou doit-il — comme il a essayé de le faire, sans grand succès, dans la préparation de la prochaine conférence des PC européens — tenter de promouvoir une « ligne » qui puisse servir de « modèle » alternatif à la ligne laxiste italienne ?

La succession...

Mais, dira-t-on, en quoi toutes ces confrontations se traduisent-

elles au niveau des personnes ? En quoi affectent-elles le problème de la direction du parti ? L'une des difficultés présentées par ces débats réside dans le fait que tous ceux qui sont, par exemple, d'accord sur le premier plan signalé ici, ne se retrouvent pas forcément d'accord sur le deuxième et ainsi de suite.

Il est difficile de personnaliser de telles discussions, mais on avance souvent, par exemple, que Roland Leroy et Paul Laurent peuvent symboliser le débat stratégique, le premier insistant plus sur les luttes, le second sur « l'ouverture » ; de même sur les méthodes internes, le premier apparaît plus « dogmatique », le second plus « démocrate ». Mais Krasucki — et dans une certaine mesure Piquet — paraissent plus proches de Leroy sur le premier débat, et de Laurent sur le second. Cette situation ne facilite certes pas les débats, d'autant que chacun souhaite bien sûr tenter de s'annexer la direction de la CGT, laquelle au contraire essaie de ne pas apparaître comme trop engagée dans l'affrontement interne : cela se comprend d'autant mieux que les cadres cégétistes « non communistes » ont un poids qui, pour être faible, n'est pas négligeable.

Et Marchais, demandera-t-on peut-être ? Le plus étonnant des « confidences » auxquelles se laissent volontiers aller certains cadres du PCF est qu'elles sont toutes — quelle que soit l'orientation de celui qui les émet — extrêmement critiques à l'égard de Georges Marchais, jugé « peu sérieux », « emmerdant pour l'image de marque du parti », « pas assez responsable dans ses propos externes », etc...

Alors, une remise en cause du mandat du secrétaire général à l'occasion du prochain congrès, « en raison de la santé du camarade Marchais » ? Ce n'est pas complètement impossible. « Mais, m'explique gentiment un membre du Comité central, ce n'est pas vraiment dans nos habitudes. Il y aura des changements significatifs sans doute dans la direction du parti. Mais sans doute pas à ce niveau »

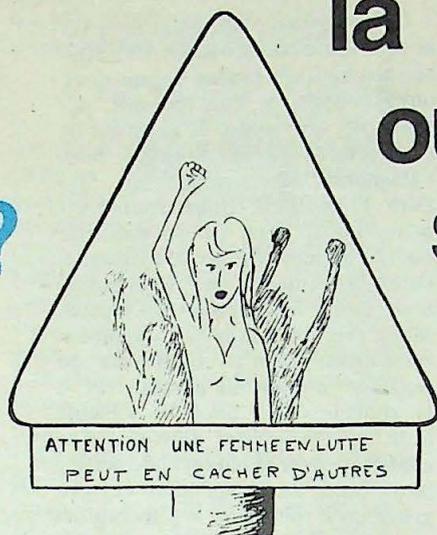
On verra bien. Et de toute façon, là n'est bien sûr pas l'essentiel. L'essentiel réside dans les choix qui seront faits. Et dans la nature du débat qui les aura préparés.

Gilbert HERCET ■



la belle, la mère... ou la seconde

Deux luttons différentes ?



A la fin de la brochure remarquable de nos camarades de Besançon Lip au féminin, un dessin illustre l'allure contagieuse des luttes des femmes de ces dernières années : « Attention, une femme en lutte peut en cacher d'autres ». Quel rapport cependant entre les combats menés dans les entreprises, généralement pour la défense de l'emploi — Thionville, Cerisay, Everwear, Buda etc. — et les batailles d'ordre idéologique : pour la libéralisation de l'avortement, pour la mise en question de la prostitution par exemple ? Les premières paraissent être plus directement liées aux mouvements des travailleurs ; les secondes font froncer les sourcils des militants chevronnés et des « forts en thème de la théorie marxiste » ; elles paraissent marginales parce qu'elles mettent en lumière, à côté de la lutte des classes, d'autres contradictions de la société dans laquelle nous vivons.

Aussi est-ce avec un certain soulagement que les « camarades » masculins voient les groupes femmes du PSU, à la fin des Assises nationales tenues en mai dernier, décider pour la rentrée de mettre l'accent sur la campagne pour l'emploi ; nous revoilà en terrain connu, sûr, solide, le vrai combat anticapitaliste.

Voire.

Car, à moins de refuser les évidences, les femmes ne peuvent pas commencer à dénoncer la situation qui leur est faite à l'usine ou au bureau, sans remettre en question l'image que se font d'elles les hommes, le partage des rôles sur lequel vit notre société, et l'exploitation qu'elles subissent du fait de l'organisation familiale actuelle.

HB ■

Il n'est que de lire quelques chiffres pour s'en convaincre. Le ministère du Travail lui-même reconnaît l'importance du chômage des femmes : en mars 1974, alors que celles-ci représentaient 38% de la population salariée (1), elles étaient 56% des demandeurs d'emploi en province, 53% à Paris (2). Les jeunes femmes sont les plus touchées : un autre rapport du Comité du travail féminin, en juin 1975, notait que les femmes constituaient 58,6% des demandes d'emploi non satisfaites chez les moins de 25 ans.

Le « naufrage à l'envers »...

Quelles raisons à cela ? Le rapport officiel de 1974 parlait de « sensibilité plus grande de l'emploi féminin à la conjoncture ». Ce qui voudrait dire que, fragiles comme les femmes, les emplois féminins sont plus sensibles aux vents mauvais que ceux des hommes. Mais il faut parler clair : ils sont plus « sensibles à la conjoncture » comme disent pudiquement les économistes, parce qu'ils ont été prévus pour s'adapter à cette conjoncture. Dans le système capitaliste que nous connaissons, une femme n'a pas droit au travail, elle peut être utile pour remplacer les hommes « selon la conjoncture » (guerre, période de fort emploi) : elle acceptera surtout de travailler — faute de qualification — à des postes mal payés et répétitifs, quand les hommes n'accepteront pas les conditions qu'on leur propose.

La loi du régime capitaliste est la loi du plus fort ; aux « faibles » (immigrés, jeunes, femmes) les pires conditions de travail et les salaires les plus faibles. Des chiffres encore : dans l'industrie, 26% des salariés sont des femmes, mais elles représentent 30 manœuvres sur 100 et 3 ingénieurs sur 100 ; 70% de femmes dans le textile, l'habillement et le cuir, 15% dans le matériel de construction mécanique, mais la

moyenne des salaires de la première tranche est de 55% inférieure à celle de la seconde.

... ou les hommes d'abord

Un rapport de l'Echelon régional de l'emploi dans la région Rhône-Alpes en 1975 note : « Moins d'une femme sur 10 et un homme sur 4 occupent une fonction à responsabilité technique ou hiérarchique requérant un niveau d'études supérieures... Les

dans les emplois d'exécution que dans les emplois de haut niveau. L'intégration des femmes aux postes de responsabilité ne s'y réalise qu'en tant que personnel technique (25,6% des effectifs) ou d'encadrement non cadre (36,90% de la maîtrise). »

Il reste alors à expliquer pourquoi 52% d'une population peut être considérée comme « faible » et exploitable.

Il n'est pas question d'étudier ici tout ce qui, dans notre culture, dans l'organisation économique et sociale, nous a amenés là. Mais parce que l'ensemble de ces raisons se retrouve dans chacun des aspects de l'exploitation féminine, voyons ce qui est avancé comme l'explication la plus simple au chômage des femmes : leur manque de qualification.

Une formation adaptée... à quoi ?

Nous remarquerons d'abord que, à niveau égal de qualification, on emploie plus volontiers des hommes que des femmes. Le rapport sur la région Rhône-Alpes déjà cité notait que la qualification des emplois dans l'indus-



activités fortement féminisées qui regroupent en 1973 des actives de la région sont peu favorables à la proportion féminine. La représentation des femmes aux postes techniques et administratifs, hautement qualifiés ou d'encadrement, est très faible (1 femme pour 8 hommes). Même dans le secteur des banques, assurances et agences, les femmes sont cinq fois plus nombreuses

trie textile s'était accompagnée d'une masculinisation des effectifs.

Les études sur l'emploi des femmes font état de deux faits, de sens apparemment contradictoires :

— d'une part elles ne trouvent pas d'emploi parce qu'elles ne sont pas suffisamment qualifiées,

chômage des femmes

— mais, d'autre part, les plus « faciles » à placer sont aussi les moins qualifiées...

Le rapport de 1974 note exactement ceci : « Si les femmes sans qualification, en particulier dans le secteur tertiaire, sont les plus soumises à l'insécurité de l'emploi et se retrouvent le plus fréquemment parmi les allocataires d'assurances ASSEDIC ou les demandeurs d'emploi de l'ANPE, elles trouvent également assez rapidement du travail. Ainsi, d'après les statistiques de l'ANPE, il semblerait que les femmes qui se placent le plus facilement soient par ordre d'importance décroissante : les manœuvres, les employées non qualifiées. Celles qui ont le plus de difficultés seraient les OS, les ouvrières qualifiées et les cadres. »

En clair, qu'est-ce que cela veut dire ? La formation professionnelle des femmes est insuffisante, soit ! Mais, quand elle existe, elle ne leur facilite pas forcément le placement : on attend d'elles qu'elles forment une masse de main-d'œuvre mal payée, mobile à souhait...

Alors, nous sommes battues sur tous les tableaux.

La formation professionnelle des filles est insuffisante. De plus, elle est orientée vers des secteurs sans débouchés, en particulier dans le secteur tertiaire. « Plus de 70% des demandes d'emplois féminines s'adressent au secteur tertiaire, notamment aux emplois de bureau et de commerce de faible qualification... Or les emplois non qualifiés du secteur tertiaire sont les plus inducteurs de chômage.

« Les données des ASSEDIC révèlent que ce sont surtout les jeunes employées qui sont victimes du chômage (54,1% des allocataires de moins de 30 ans sont des employées, contre seulement 27,4% des hommes).

« Le manque de qualification professionnelle est source de chômage en particulier pour les femmes : 66,7% des bénéficiaires d'allocations de chômage n'ont pas de qualification. Parmi ces femmes, 39,7% ont plus de 50 ans ; toutefois, la situation n'est guère meilleure pour les jeunes de moins de 30 ans, 63,4%, n'ayant pas de qualification (jeunes gens 57,5%). Or, 55% des femmes allocataires sans qualification sont des employées (hommes 38,2%) (...).

« Sur 1000 ouvriers, on compte : 110 P3 hommes (professionnel très qualifié) pour 10 P3 femmes, 160 P2 hommes (professionnel qualifié) pour 30 P2 femmes. En descendant l'échelle des qualifications :

190 hommes OS2 pour 185 femmes OS2,
136 hommes OS1 pour 303 femmes OS1.

Parmi les manœuvres : 75 hommes pour 151 femmes.

« En 1969 ; moins de 10 % de filles se sont présentées au CAP du secteur industrie, 10 candidates seulement au CAP de mécanique. »

Quand cette formation a été correcte, la discrimination existe cependant ensuite.

la double morale

Nous trouvons ici le cercle dans lequel sont enfermées les filles et les femmes par leur éducation, et par ce qu'attend d'elles une société organisée au service du profit, et par les hommes.

C'est la double morale capitaliste sur le travail féminin. D'abord le style noble, paternaliste ou courtois : les femmes ne sont pas faites pour travailler, leur place est au foyer, près des enfants ; pour elles, la formation professionnelle est donc inutile, ou bien on ne les orientera que vers ce qui se rapproche le plus de leur rôle traditionnel ; métiers où la « présentation » compte plus que la qualification, fonctions qui se rapprochent des tâches ménagères (habillement,

cette exploitée, mais vous ne pouvez nier les aspects idéologiques qui renforcent cette exploitation ; un combat de classe qui les ignorerait permettrait le maintien d'une injustice radicale.

nous allons vous déranger

Pour nous, nous battre sur le terrain de la lutte économique, cela signifie aussi faire reconnaître notre refus des rôles qui nous sont assignés par l'idéologie actuelle. Nous disons « actuelle » et non « bourgeoise » ou « capitaliste », parce qu'il nous apparaît trop clairement que la plupart des pays qui ont remis en cause le fonctionnement économique du capitalisme n'ont pas su, ou pas pu, changer grand chose à la condition féminine. Pour que les femmes se sentent partie prenante dans un mouvement révolutionnaire, il faut encore qu'elles se sentent concernées par les changements que promet ce mouvement. Plus que les hommes sans doute, nous sommes sensibles à une transformation qui ne soit pas une simple passation de pouvoir bureaucratique. La hiérarchie à tous les niveaux s'exerce

et comme nos camarades masculins — ni plus, ni moins — nous réclamons des journées de travail moins longues, une retraite moins tardive. Mais nous réclamons aussi du loisir chez nous. La seconde journée de travail aussi, nous voulons la réduire. Cela s'appelle mise en place de services collectifs, et les hommes doivent s'y intéresser, et partager les tâches ménagères.

Pour nous, la révolution passera par les « ménages », ou elle risque fort de ne pas passer ; si la moitié de la population se voit renvoyée aux soucis quotidiens, au maintien de la sécurité pour le budget et les gosses, elle se verra renvoyée dans le clan de la peur, de ceux qui préfèrent sauvegarder à tout prix la petite stabilité acquise. Et c'est encore là un travail collectif... Loin de nous l'idée de faire s'affronter, dans des duels sans fin, tel homme et telle femme. Il faut bien passer par certains affrontements ; mais c'est dans la mesure où la remise en question des rôles masculins et féminins, des rapports entre hommes et femmes à propos du partage des pouvoirs, des tâches, des loisirs, prendra la forme de luttes collectives, que nous avancerons.



cuisine etc.) , emplois de bureau où l'on est toujours « l'auxiliaire » de quelqu'un ; la femme est la belle, la mère, ou la « seconde ».

Mais quand les mêmes hommes, si respectueux de la féminité, se retrouvent patrons et profiteurs, le cynisme remplace le goût de la protection ; les femmes mal ou peu qualifiées auront droit aux travaux les plus durs, aux salaires les plus bas, elles seront renvoyées les premières ou non embauchées, au nom de cette formation « féminine » qui sert de si joli paravent idéologique au désir de se garder une main-d'œuvre commode et sous-payée.

C'est ici que nous disons à nos camarades masculins : bien sûr, c'est encore et toujours la lutte des classes qui fait de la femme

contre nous : à la maison, à l'usine, au bureau et dans les organisations ouvrières elles-mêmes. Plus que tous, nous sommes intéressées par une prise du pouvoir à la base, et par les perspectives autogestionnaires.

Mais ce monde qu'on nous a fait nous a trop habituées à regarder les choses par le petit bout de la lorgnette (la femme, c'est la vie privée, la « maison », l'intérieur, les relations de tous les jours) pour que nous ne soyons pas sensibles au rapport qu'il peut y avoir entre les déclarations politiques, les intentions affichées, et les attitudes quotidiennes. Quand nous disons que nous voulons le droit au loisir, en plus du droit à la formation et du droit au travail, nous nous adressons aux patrons, au pouvoir en place,

Dans la crise actuelle, nous demandons :

- le droit à l'emploi,
- le droit à la formation,
- le droit au loisir.

Ce faisant, nous mettons en cause les contradictions les plus profondes du système capitaliste.

Nous souhaitons que ce ne soit pas une campagne des femmes toutes seules.

Huguette BOUCHARDEAU ■

(1) : Le ministère du Travail parle de « la population active »... les femmes non salariées étant probablement inactives... Comrades ces inactives qui vous nourrissent, vous blanchissent, et soignent vos enfants.

(2) : Ministère du Travail : Comité du travail féminin : « La situation de l'emploi féminin en mars 1974 ».



Sovirel

Année record et dégraissage

« Ils ont osé ». La phrase tombe d'un coup. Michel P., 35 ans, le type même du cadre dynamique, adhérent à la CGC, prononce ces mots lentement. Encore abasourdi. Stupéfait. Lui, un « intouchable », un cadre, on a décidé de le licencier. On : c'est la direction de Sovirel, une entreprise de verrerie qui emploie 4 500 personnes. On : plus simplement, c'est la mul-

tinationale « Corning Glass Works » dont l'emprise s'étend sur plusieurs pays (45 000 personnes) et qui a décidé il y a quelques mois de procéder à un « dégraissage » de 10 % des effectifs. Car Sovirel, depuis 1973, n'est plus qu'une filiale de la Corning qui possède 98 % de son capital.

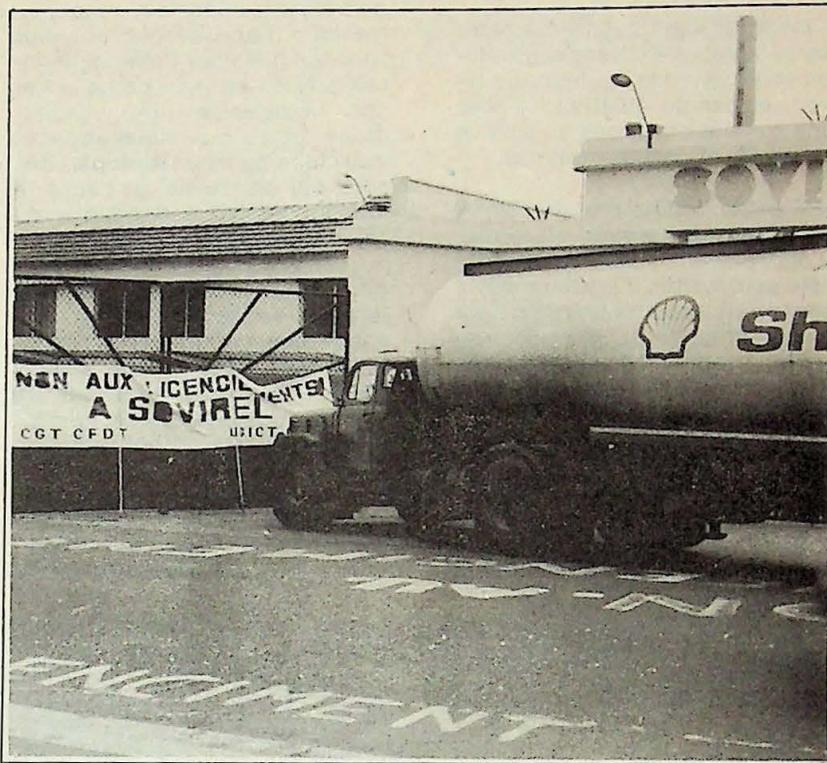
Le 22 septembre, conformément au plan tracé par la direction américaine, M. Régis, PDG de Sovirel, annonce le licenciement de 181 salariés (181 cols blancs) et la mise au chômage partiel pour quatre semaines des ouvriers. « En agissant ainsi, explique Claude Jansac, délégué de la CFDT, la direction misait sur l'absence de tradition de lutte chez les « cols blancs » et le désintéressement des ouvriers pour le sort des cadres ». Mauvais calcul. Dès le lendemain de l'annonce des licenciements, un comité d'action voit le jour au siège de l'entreprise à Levallois-Perret et les travailleurs de l'usine de Bagneaux (3 300 personnes) se dotaient d'une intersyndicale.

cols blancs et ouvriers...

« Les travailleurs, estime Roger Taleb, représentant de la CGT, ne sont pas tombés dans le piège que leur tendait la direction. Tout le monde savait bien que ces 181 licenciements seraient suivis d'autres charrettes dans les mois à venir ».

Charles Levinson, secrétaire général de la fédération internationale de la chimie, confirme cette analyse : « la compagnie a décidé de se concentrer sur les produits de nouvelle et grande technologie et de s'étendre dans le monde, en particulier dans les pays où les salaires sont extrêmement bas comme par exemple au Proche-Orient ». Conséquence immédiate de cette stratégie : un dégraissage de 10 % des effectifs... dans un premier temps dans toutes les filiales de Corning.

Pourtant cette stratégie peut paraître contradictoire car Sovirel se porte bien, même très bien. Les bénéfices d'exploitation sont en constante augmentation. L'année 1974 a même été une année record : 65 millions de francs de bénéfice, soit plus de dix fois le résultat de 1957 (il est vrai que Sovirel possède le monopole de la production dans son domaine : Pyrex, écrans de télévision, verres de lunetterie). Les ventes augmentent et la crise n'a pas directement touché ce secteur. Alors qu'est-ce qui justifie cette stratégie ? « L'opératif-marging », répond en anglais — multinationale oblige — le PDG de Sovirel, les profits sont en baisse en raison de l'importance des coûts fixes ».



... tous ensemble...

D'où la nécessité dans un premier temps d'une réduction de la masse salariale et, dans un deuxième, d'une restructuration complète.

Mais les travailleurs de Sovirel voient les choses d'un autre œil. L'intersyndicale de Bagneaux (CGT-CFDT-CGC) est passée à l'action depuis le début du mois d'octobre pour faire connaître la situation de l'entreprise et obliger

la direction à négocier. La proposition de grève illimitée avec occupation de l'usine a pour le moment été repoussée afin d'éviter l'essoufflement financier et les risques de coupure entre les ouvriers et les cols blancs qui répugnent à participer à ce mode d'action. « Nous avons fait appel à l'imagination des travailleurs, explique Claude Jansac, le délégué CFDT, pour mettre au point toute une batterie d'actions diversifiées à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise ».



Ainsi, depuis le début du conflit, les actions originales se sont multipliées : manifestation dans les usines, occupation de l'autoroute A 6 et de la RN 7, occupation de l'usine pendant 48 h, le 9 octobre les membres de la direction sont interceptés par les travailleurs qui les obligent à s'expliquer publiquement, occupation de la voie ferrée Paris-Bourbonnais (intervention brutale des CRS), manifestation à l'occasion de l'inauguration par le préfet d'une rue nouvelle dans un lotissement, débrayage de 4 h, 8 h...

... dans l'action

Parallèlement, quatre commissions fonctionnent en permanence : la commission économique, celle des relations extérieures, celle de l'animation et la commission finance qui gère le fonds de solidarité.

Une solidarité qui est de plus en plus effective. Les travailleurs d'Idéal-Standard ont pris contact avec « ceux de Sovirel » pour envisager des actions communes. Le parti communiste et le parti socialiste sont intervenus tour à tour. Enfin la cellule PSU de Sovirel a distribué plusieurs tracts appelant à l'unité la plus large avec le personnel des autres usines Corning, les entreprises en lutte dans la région et les organisations politiques.

Mais dans l'immédiat les travailleurs de Sovirel se heurtent à un problème majeur : l'absence d'interlocuteur valable. « Les vrais responsables de Sovirel, note un militant CFDT, sont de l'autre côté de l'Atlantique ».

Les pouvoirs publics ne semblent pas non plus décidés à prendre en mains le conflit. Etienne Dailly, vice-président du Sénat et maire de Nemours, n'y est pas allé par quatre chemins : « la seule solution au problème, a-t-il expliqué aux délégués syndicaux venus le voir, c'est de licencier tous les immigrés de l'entreprise »... Quant au préfet, il refuse toute rencontre.

Cette intransigeance des pouvoirs publics est en train de durcir le conflit. Et les positions se précisent. « Le redémarrage de bien des entreprises, expliquaient la CFDT et la CGT dans un tract récent, est actuellement dû à l'action des salariés. Ce n'est pas un hasard si actuellement LIP est la seule entreprise qui embauche à Besançon... ».

Martin TOUAN ■



● Nord : on nettoie dans le textile

Dans la Vallée de la Lys, les licenciements continuent. Chez Vienne et Bonduel, dont le siège est à Roncq mais dont les ateliers de production se trouvent à Halluin et à Comines, les capitalistes ont décidé de faire un « nettoyage ».

Premier bruit, il y a un an : les Willot reprendraient l'affaire. Puis d'autres sons de cloche suivent, dépôt de bilan, compression de personnel. La CFDT décide de poser, publiquement, la question : les patrons, prétextant un détail dans un tract, attaquent la CFDT pour diffamation et mettent à pied, pour le reste de la semaine, le délégué syndical. Devant le tribunal des Prud'hommes, les patrons perdent le procès : ils doivent payer les retards de salaire, annuler la mise à pied et verser une astreinte. Ils ne l'ont toujours pas fait.

En avril, les choses se précipitent : Vienne annonce au comité d'entreprise 30 licenciements sur Halluin. Une manifestation, le 13 mai, reste sans suite. Elle influence cependant l'inspection du travail, qui n'accepta pas le licenciement collectif. La direction et ses cadres ne désarment pas et créent un climat de tension et d'insécurité tout en proposant aux licenciés potentiels des places dans d'autres boîtes. 21 travailleurs quittèrent l'usine.

Dans le courant septembre, nouvelle attaque : 33 licenciements pour l'usine de Comines. La CFDT se propose de chercher à reclasser les exclus. C'est ce qu'on appelle la division du travail ; le patron licencie et son allié reclasse : c'est pas beau ?

La CFDT et la CGT mobilisent à nouveau et, le 16 octobre pendant le comité d'entreprise, un meeting a lieu devant la boîte, on notait la présence des employés qui constatent être concernés directement. La CGT a attaqué vigoureusement le gouvernement Giscard... La CFDT par contre a proposé aux travailleurs de réduire la production individuelle pour laisser du travail à leurs camarades licenciés. Les travailleurs reprendront-ils à leur compte les mots d'ordre d'autoréduction qu'ont proposés les militants CFDT ? On aura, certainement, l'occasion d'en parler...

■ Groupe PSU de Vienne et Bonduel

● Vosges : non à la répression

La direction des « Granits Isidore Etienne de Planois » a licencié notre camarade Georges Mangenot, secrétaire fédéral du PSU, pour avoir demandé fin septembre avec les travailleurs de l'entreprise l'application de la prime d'ancienneté. A la demande de ses camarades de la CFDT qui voulaient le présenter sur la liste des délégués du personnel, la direction, qui a promis l'organisation de ces élections, a d'abord répondu en éliminant notre camarade.

Nous protestons énergiquement devant cette entrave aux libertés syndicales et au droit à la revendication. Ainsi que l'ont témoigné, par écrit, ses camarades de travail, Georges Mangenot a été menacé publiquement par le directeur général. Cette déposition a été remise auprès de l'inspecteur du travail. D'autre part, les griefs avancés sont inventés ou formulés sans avoir fait l'objet d'une remarque quelconque de la part de la direction. De plus la direction, devant témoins, a été prise trois fois en flagrant délit sur la procédure de licenciement.

Dans une autre entreprise de la région, notre camarade de la CFDT, Philippe Antoine, délégué syndical de la SIMAX de Rupt, vient d'être licencié avec l'accord du ministre de M. Durafour. Nous apportons notre soutien à la lutte des travailleurs de la SIMAX contre cette entrave aux libertés syndicales !

Fédération des Vosges du PSU ■

● CGE-Alsthom : le jour et la nuit

Les ouvriers du service LEX-CGEE Alsthom, filiale du puissant groupe CGE, travaillant à l'électrification de la ligne Saint-Lazare-Versailles, sont en grève depuis le 15 octobre avec le soutien de la section CFDT. Les quarante ouvriers, immigrés en grande majorité, travaillant de nuit, ont cessé le travail pour revendiquer le travail de jour ou les heures de nuit payées à + 100 % (actuellement payées + 50 %). Bien qu'ils aient été embauchés pour travailler de jour, la CGEE-Alsthom, liée par contrat à la SNCF, les oblige à travailler de nuit.

Après une brève entrevue « forcée » avec Camuset, PDG de l'entreprise, qui leur a dit ne rien pouvoir faire, la majorité des ouvriers a décidé de poursuivre la grève jusqu'à satisfaction de leur revendication. Ils exigent en outre le paiement des jours de grève, car ils sont tous présents à 7 h30 sur leur lieu de travail.

● COMSIP : les CRS chargent

Au siège central, à Rueil-Malmaison, les CRS ont fait évacuer mardi dernier, à 5 heures du matin, les ouvriers qui occupaient les locaux depuis le 9 octobre. Ils menacent de faire la même chose à l'agence de Montesson.

● Massy : les pommes de la concorde.

« Non à la destruction des pommes. Reinette : 1 F 50, Golden 1 F. Solidarité chômeurs-paysans ». Lundi matin, à l'annexe de la mairie de Massy (Essonne), il y avait de l'animation. C'est là que se fait le pointage du chômage depuis que le comité de chômeurs a arraché à la mairie le droit de ne pas faire la « queue » dehors, dans le froid.

Le comité, quant à lui, préparait une assemblée autour de deux thèmes précis : la contribution mobilière et les frais de recherche d'un emploi. Il lui fallait aussi renouveler une partie du collectif d'animation. Deux observateurs ont suivi ses travaux : une chômeuse d'Orsay et le représentant d'une petite équipe de militants de Chevilly-L'Haye. Tous deux poussent à la création de comités dans leur localité.

A la porte de l'annexe, des militants et des sympathisants PSU ont vendu des pommes, fournies par la commission agricole du parti qui les a « achetées » chez un paysan sarthois au prix coûtant. Un tract accompagnait cette vente. Le résultat est particulièrement positif, tant du point de vue matériel que politique. Plus de six cents kgs de pommes ont été vendus. 90 % des « clients » étaient des chômeurs. Des discussions se sont engagées autour de trois thèmes : chômage / surproduction ; unité indispensable des ouvriers-employés-paysans ; spéculation dans la distribution des produits. 50 kgs ont été également vendus au Centre des impôts de Palaiseau.

Deux escouades de flics sont passées. La première (de « contrôle ») a fini par acheter les pommes, nous promettant de venir en chercher d'autres. La seconde (sur « dénonciation » (?) a exigé la patente et relevé les identités, hésitant à acheter, compte-tenu de sa « mission ». On comprend...

M.C.

● Chaix : Amaury fait des émules...

A l'imprimerie Chaix de Saint-Ouen, des documents « intéressants » sont tombés entre les syndicats CGT et CFDT. Voici les extraits de l'un d'entre eux, une note émanant de la direction industrielle destinée à la direction générale :

1°) Le climat.

« Dans ce domaine, la situation est très préoccupante. Comme il est dit plus haut, c'est le problème numéro 1. Il est dû à la politisation de nombreux ouvriers constitués en cellules du parti communiste, de la gauchisation de certains éléments jeunes et qui se situent plus particulièrement à la typo, la surenchère que se font syndicats CGT et CFDT. La CGT est certes prédominante mais CFDT est très agissante, à l'aide de quelques éléments extrémistes, au nombre de travailleurs étrangers qui, dans l'atelier des machines offset, atteint 40 pour cent.

« Ce sont là les éléments, pas les seuls, qui sont de nature à détériorer un climat et dont on ne voit pas immédiatement la thérapeutique, sinon l'opération chirurgicale dont il est parlé plus loin, qui permettrait d'éliminer les éléments perturbateurs... »

creent

« Que peut-on faire pour 1°.

« ...b) Provoquer « l'incident » qui permettrait de provoquer un licenciement collectif et de refaire un contrat aux travailleurs qui semblent être les éléments moralement et professionnellement valables.

« Dans cette solution, il faudrait certainement essayer d'avoir l'appui de la fédération des maîtres-imprimeurs afin de permettre de réembaucher le personnel dans des conditions de travail et de rémunération meilleures sur le plan individuel, mais en brisant le carcan des annexes techniques.

« Ce serait peut-être une occasion, pour la profession, de réagir face à une situation qui est une entrave à des progrès techniques et à des améliorations de la productivité... »

Cette situation mérite d'être connue car elle se situe dans une entreprise où il va y avoir d'ici peu de temps 410 licenciements sur un effectif de 640 personnes. Les méthodes d'Amaury au Parisien font des émules. Le pouvoir et les patrons glissent un peu plus tous les jours vers de véritables méthodes fascistes. Les travailleurs de Chaix et leurs organisations syndicales sont bien décidés à ne pas se laisser faire et à dénoncer le faux libéralisme du régime Amaury-Ponia-Chirac-Giscard.

Par ailleurs, nous saluons la sortie du Parisien, véritable fac-similé du Parisien d'Amaury, mais avec un tout autre contenu sur les luttes des travailleurs du Livre et des autres entreprises. La CGT du Livre a franchi à cette occasion un pas important. Devant l'offensive patronale et gouvernementale, il serait en effet nécessaire d'avoir enfin un Parisien des travailleurs (1).

(1) La CFDT - Livre de la région parisienne organise 4 heures pour l'emploi le jeudi 6 novembre de 18 h à 22 h à la Bourse du Travail, 85, rue Charlot. Film, débat... Dans la conjoncture actuelle, cette initiative est importante.



Derrière l'image de marque

Lorsqu'on entend parler d'Air France, de son image de marque, on croirait presque que les travailleurs de cette entreprise n'ont pas de problème. Mais qu'est-ce qu'Air France ? Une compagnie aérienne nationalisée au service des grands capitaux. Les lignes rentables sont cédées à des compagnies privées. Des filiales sont créées pour récupérer les secteurs intéressants (par exemple l'hôtellerie). Les compagnies pétrolières effectuent un chantage et organisent un véritable racket au détriment d'Air France.

▣ Cette politique a pour conséquence des déficits que la direction, appuyée par le gouvernement, entend combler sur le dos du personnel. De là découle toute une série de mesures : blocage des salaires, suppression d'emplois (800 agents de moins en un an), augmentation de la productivité, réduction des quotas d'avancement, etc.

Le contrat signé par FO et la

CFTC au début de l'année n'a pas amélioré la situation ; il n'a même pas été respecté au niveau de la garantie de l'emploi. Ceci confirme bien que les revendications s'imposent par la lutte et non par la signature de contrats.

C'est ce qu'ont bien compris les travailleurs d'Air France en lutte depuis le 10 octobre. Ils demandent 200 F. uniformes pour tous, la garantie de l'emploi, la

suppression de la réduction des quotas d'avancement, la liberté syndicale, à l'appel de la CGT et de la CFDT, FO n'appelant que sur les avancements et l'emploi. A noter que dans certains centres l'appel des trois organisations est commun sur toute la plate-forme.

La grève est suivie à un fort pourcentage (90 % dans certains secteurs). Depuis 15 jours, une heure, deux heures, quatre heures de débrayages alternent avec des assemblées générales qui ont pouvoir de décision. A Paris, Toulouse, Marseille, des avions ont été bloqués par les travailleurs ; le conflit s'extériorise par des manifestations en file : blocage de la nationale 7 à Paris, pique-nique à Maine-Montparnasse (5 000 participants) et à l'aéroport de Toulouse, etc.

La direction a déjà fait une proposition qui manque de sérieux : augmentation de 0,5 % de salaire en plus de ce qui est prévu dans le contrat. Naturellement, la lutte se poursuit jusqu'à l'aboutissement des revendications.

Les militants PSU de l'entreprise participent activement à l'action. Ils réclament l'arrêt immédiat du chantage des pétroliers qui font des super-profits. Ils demandent que soit effectué un véritable contrôle des travailleurs sur les dépenses de la compagnie. La nationalisation des entreprises ne peut avoir de sens que prise en charge par les travailleurs eux-mêmes. Sinon elles deviennent les « vaches à lait » du capitalisme.

GRUPE PSU AIR FRANCE ■

Blanchisserie de Pantin

Le patron ne badine pas

A la Blanchisserie de Pantin (nord de Paris), les patrons n'aiment pas les sections syndicales, sauf la CFT. Banalité... La CGT en a fait l'expérience il y a quelques années. C'est maintenant le tour de la CFDT. Quinze jours après avoir déclaré une section, la CFDT a été amputée de son délégué syndical : licencié pour avoir commis une erreur de quatre torchons lors d'une livraison effectuée l'année dernière (!).

Membre du groupement Elis qui lave une partie du linge parisien, la Blanchisserie de Pantin emploie 650 salariés, dont les deux tiers d'immigrés — six nationalités —, et une bonne centaine de femmes. Les chauffeurs sont des « manœuvres » qui encaissent et doivent jouer le rôle de représentants de commerce. Ils sont pour la plupart Français et le délégué licencié est l'un d'eux. Ce sont eux qui ont déclenché la guérilla gréviste.

Au triage, les conditions sanitaires de sécurité sont inexistantes. On trie le linge (une partie est du linge sanguinolent des hôpitaux) en mangeant son casse-croûte le matin car la direction a interdit la pause. Les trieurs ne reçoivent plus de gants. Salaire moyen : 1 300 F dont la moitié sous forme de prime de rendement (25 sacs à l'heure).

Au lavage, ce n'est pas mieux. Les pieds sont attaqués, à force de marcher dans la Javel avec des bottes qui ne résistent pas à l'érosion. Comme dans les autres secteurs, on y travaille 9 h 1/2 ou 10 heures sur cinq jours. Il y a des accidents mais pas d'infirmière permanente. Récemment un travailleur est mort, cardiaque, sans secours.

Au pliage-repassage, la chaleur atteint 50 à 60 degrés, à cause des

vapeurs lâchées dans tout l'atelier. Pas de pause, travail debout, aucun droit pour les femmes enceintes. 680 draps à l'heure pour avoir droit à la prime de 210 F qui permet d'atteindre un salaire global inférieur à 1 500 F.

C'est la réalité à la Blanchisserie de Pantin. Mais elle n'est pas isolée car il n'y a pas de convention collective dans ce secteur. Le patronat refuse systématiquement la négociation, étouffant par ailleurs dans l'œuf toute tentative d'organisation des travailleurs, licenciant à tour de bras une main-d'œuvre essentiellement immigrée.

La grève est difficile car le patron offre le repas gratuit et 10 F de prime par jour aux non-grévistes. L'inspection du travail n'a, semble-t-il, jamais mis les pieds dans cette affaire. Le peut-elle, le veut-elle ? Pour la première fois pourtant, l'isolement est brisé. Français-immigrés, femmes-hommes, livreurs-trieurs-repasseurs : on se parle, on s'explique, on veut lutter ensemble.

La somme des injustices est si grande qu'on croyait ici ces barrières infranchissables. La fédération Hacuitex et l'union régionale parisienne de la CFDT veulent favoriser cette prise en main collective malgré les difficultés, les confusions, les retards que la situation rend inévitables. Ainsi, des assemblées rédigent et unifient les cahiers de revendication, les conférences de presse sont faites avec la présence massive d'ouvrières, de travailleurs immigrés qui, souvent, prennent la parole pour la première fois sur des problèmes qui les concernent tous. Le grain est semé, viendra le temps populaire de la récolte.

Michel CAMOIS ■

"Mini-LIP"... "Mini-LIP"... "Mini-LIP"... "Mini-LIP"... "Mini-LIP"

POUR UNE AUTRE STRATEGIE

les 25 et 26 octobre à Besançon



Un appel des mini-Lip

◆ Nous nous sommes réunis à Besançon les 25 et 26 octobre, sur la proposition de la section PSU de Besançon, reprise en compte par des militants d'entreprises en lutte, pour faire un bilan des luttes menées pour la sauvegarde de nos emplois, et pour faire une réflexion collective pour les élargir et les prolonger.

Notre rencontre a montré que, face à l'offensive patronale, face aux licenciements massifs, face au chômage, qu'il soit total ou partiel, face à une répression de plus en plus féroce, la classe ouvrière est capable de se battre sous des formes diverses et efficaces. De l'avis de tous, le rôle d'organisations syndicales de classe, puissantes et implantées, est primordial pour la lutte. Mais nous avons aussi associé les travailleurs de l'entreprise à la lutte en donnant à chacun la possibilité de s'exprimer en assemblée générale, en créant des structures de démocratie ouvrière, (comité de grève, comité de lutte...) et en popularisant les raisons de notre combat sur les marchés et dans les autres entreprises. Ces deux aspects sont complémentaires. Ces luttes ont prouvé que ces formes d'organisation permettent, par la démocratie directe, la prise en charge collective par les travailleurs de leur action et sont une des conditions pour en assurer la victoire.

Les patrons veulent faire payer aux travailleurs, et plus particulièrement aux femmes, aux jeunes et aux immigrés, une crise qu'ils ont organisée. Pour s'adapter à la concurrence internationale, les entreprises les plus compétitives, aidées par l'Etat, n'hésitent pas à sacrifier des milliers d'emplois. Ils concentrent, fusionnent, liquident à tout va, au nom de la rentabilité. Ils n'hésitent pas à s'expatrier vers des pays où ils savent qu'ils pourront payer moins cher d'autres travailleurs. Il leur faut donc museler la classe ouvrière en France, pour mener à bien cette opération qu'ils appellent le « redéploiement », la restructuration.

Nous refusons d'en faire les frais ! Nous nous battons pour le maintien de notre emploi sur place, pour nos salaires, pour améliorer nos conditions de vie et de travail.

Dans nos luttes, nous avons découvert que, face à l'offensive de la bourgeoisie, il faut des réponses nouvelles pour créer un rapport de force suffisant. Nous ne pouvons pas nous contenter des promesses de réforme de l'entreprise ou de « revalorisation » du travail manuel de Giscard et des patrons.

Promis aux queues d'attente des bureaux de chômage, nous ne nous contenterons pas des allocations distribuées au compte-goutte par les ASSEDIC. Nous ne voulons pas renforcer les 1,5 millions de travailleurs déjà sur le pavé, souvent désespérés, suspendus à la charité publique ou au bon vouloir des patrons, mais, au contraire, développer des moyens concrets de jonction des luttes entre travailleurs et chômeurs (par exemple, comités de chômeurs unitaires).

Nous avons donc décidé, comme les travailleurs de LIP il y a deux ans, de prendre nos affaires en main, d'aller plus loin dans la lutte pour l'emploi et une autre vie. Beaucoup parmi nous ont occupé leurs entreprises, saisi les stocks, produit et vendu pour nous payer nous-mêmes, pour pouvoir continuer la lutte. Dans ce cadre, la lutte des femmes est un des éléments pour la remise en cause de l'ensemble de la vie sociale. Elles refusent les discriminations dont elles sont victimes face à l'emploi. Suivant les circonstances économiques, on glorifie ou non le rôle de la femme au foyer, accentuant ainsi l'opposition

femme-au-foyer/femme-travailleuse. La place des femmes dans le travail est celle du mépris, du salaire d'appoint, du volant de main-d'œuvre utilisé ou non selon les besoins du capitalisme.

Mais ces ripostes — quelles que soient les solutions sur lesquelles elles ont débouché (rachat par un autre patron, ou coopérative) — ne suffiront pas, si nous en restons là. Nous savons que la satisfaction de nos revendications est toujours provisoire, qu'elle résulte d'un compromis et qu'il faut continuer à se battre.

L'aggravation de la crise sur l'emploi, la multiplication des conflits exigent une nouvelle stratégie des travailleurs. Notre combat ne doit plus rester isolé. Il nous faut trouver les moyens d'informer, de coordonner et de généraliser. C'est tout le mouvement ouvrier qui se trouve concerné. Nous savons, en effet, que nos luttes s'inscrivent dans le combat global de la classe ouvrière contre le capitalisme.

Quant à nous, pour poursuivre notre action et notre réflexion dans ce sens, nous nous engageons :

- à faire connaître nos expériences et à en populariser d'autres (la brochure rédigée à partir de cette rencontre sera diffusée le plus largement possible),
- à développer la coordination des travailleurs (régions, branches, trusts),
- à poursuivre et augmenter nos échanges,
- à faire prévaloir dans nos lieux d'interventions (organisations syndicales, politiques, etc.) les conclusions que nous avons dégagées ces deux jours,
- à engager un débat collectif sur produire quoi, comment, où, combien...

L'occupation des usines, le contrôle de l'outil de travail et des moyens de production par l'ouverture des livres de comptes, la reprise de la fabrication en réorganisant le travail, la vente de notre production ou des stocks, et autres formes de lutte que se donnent les travailleurs sont les preuves que le contrôle ouvrier est à l'ordre du jour.

En nous engageant partout dans ce combat, nous créons les conditions d'une société où les travailleurs prendront eux-mêmes en main l'ensemble de leur vie et du fonctionnement de la société.

Les délégués(ées) et travailleurs (euses) des entreprises suivantes :

Le Compresseur Frigorifique (Lyon), **La Ving-Glaces** (Rennes), **ITT Jeanrenaud** (Dôle), **LIP** (Besançon), **Usinor** (Dunkerque), **Cip** (ex Bailleul) (Marcq-en-Barrois), **PTT** (Paris, Dôle, Rethel), **Interlangues** (Paris), **Epur** (Urbanisme) (Paris), **Manuest** (Châtenois), **Innovatis** (confection) (Rethel), **BNP** (Paris), **Caron-Ozanne** (Caen), **Chaix Imprimerie** (Paris), **Tanneuries d'Annonay** (Annonay), **Darboy** (Montreuil), **Rhône-**

Poulenc textile (Roanne), **(Besançon)**, **Compteurs Schlumberger** (Besançon), **Aérospatiale** (Châtillon), **Bourgeois** (Besançon), **Simca** (La Rochelle), **Cit Alcatel** (La Rochelle), **Rhône-Poulenc-Chimie** (Grenoble), **Isotube** (Lille), **Dezombres** (confection) (Lille), **Imprimerie France-Soir** (Paris), **SNCF** (Paris), **Hospices civils** (Lyon), **Lockheed** (DBA) (Beauvais), **Chausson** (Gennevilliers).

"Mini-LIP"... "Mini-LIP"... "Mini-LIP"... "Mini-LIP"... "Mini-LIP"

Commission « pratiques démocratiques »

une nécessité quotidienne...

Dans les trois commissions qui, le samedi, ont abordé ce problème, un point de vue essentiel s'est dégagé : ce n'est pas seulement au cours de la lutte qu'il faut assurer la démocratie ouvrière, mais dans la pratique quotidienne. Il faut renverser cette tradition du mouvement ouvrier qui a fait que, pendant des années, les conflits ont été menés par les délégués syndicaux. Les travailleurs ont été habitués à obtenir des victoires grâce à la seule lutte des délégués.

Aujourd'hui, la nature des rap-

ports de force imposés par le patronat montre que ce n'est plus autour du tapis vert, par la valeur des arguments, que les patrons cèdent. C'est donc l'auto-organisation des ouvriers qu'il faut viser. C'est une tâche de longue haleine car il n'y a pas de recettes sous forme de structures définies une bonne fois pour toute. Ici (Caron-Ozanne), ce sera un comité de grève et une assemblée générale quotidienne ; dans une grosse boîte (Rhône-Poulenc ou Usinor) ce peut être une équipe de délégués d'ateliers ou de collecteurs.

La fonction essentielle d'une bonne circulation de l'information a été mise en avant. Elle suppose beaucoup de changement et d'imagination. Les camarades présents à Besançon n'en manquent pas et ils ne les confondent pas avec la compétence, ce critère qu'on a trop souvent utilisé pour dire aux travailleurs : le délégué a raison. Le témoignage des ouvriers de Caron-Ozanne, les principes de luttes qu'ils ont adoptés, résumés ici dans une réponse à une lettre de l'UD-CGT du Calvados, montrent ce qu'il est possible de faire.



Caron-Ozanne :

...qu'il faut savoir imposer

En lutte depuis le 5 juin pour le maintien de leur emploi et pour s'opposer au démantèlement, les grévistes de Caron-Ozanne rappellent qu'ils se sont donné des formes de luttes propres à assurer tant l'efficacité dans l'action que la participation active du plus grand nombre dans la grève. Voici les principes qu'ils se sont donnés.

Démocratie ouvrière

La discussion en assemblée générale à chaque moment de la grève est la première règle impérative : c'est à l'ensemble des travailleurs en grève qu'il appartient de prendre les décisions concernant la définition des revendications et des formes de lutte.

Il n'y a pas de démocratie réelle sans que la discussion soit encouragée et organisée, sans que les travailleurs soient informés, non seulement d'une seule mais de toutes les orientations possibles.

L'assemblée générale doit avoir la possibilité d'exercer le pouvoir de décision effectif dans la conduite de la grève. Mais il est évident que tout ne peut se faire en AG. Une fois les grandes options prises, la grève exige, heure par heure, de multiples décisions pour exécuter ce qui a été décidé. Pour ces tâches, l'assemblée générale a donc besoin d'un exécutif : le comité de grève.

La direction de la grève

La direction de la grève revient à ceux que les grévistes ont désigné, et contrôlent à chaque assemblée générale. Le comité de grève est l'instrument privilégié qui permet l'exécution des décisions prises en assemblée générale.

Le comité de grève a aussi un rôle d'animation,

c'est-à-dire qu'il se doit de faire des propositions quant à la gestion, l'organisation et l'orientation de la lutte. Cela ne doit en aucun cas empêcher n'importe quel gréviste de faire des propositions directement en assemblée générale.

Comité de grève - syndicat

Le comité de grève rassemblant les travailleurs parmi les plus combattifs, les militants syndicaux y trouvent donc naturellement leur place. Ils apportent au comité de grève leur expérience et l'appui de leur section syndicale.

L'existence d'assemblée générale quotidienne et d'un comité de grève, expression de la démocratie ouvrière, ne peuvent que renforcer un syndicat de classe tel que la CGT.

Les grévistes de Caron-Ozanne ne peuvent accepter une remise en cause par l'union départementale CGT du fonctionnement de leur lutte et déplorent que celle-ci se fasse au moment même où la solidarité devrait être maximum pour faire céder le patronat et son expression politique, le gouvernement.

Enfin, à propos de Ouest-Licenciements, nous rappelons qu'il n'a jamais eu vocation d'un journal de section syndicale, mais d'un journal des grévistes de Caron-Ozanne ouvert à tous les travailleurs en lutte de la région, ceci dans l'esprit d'une solidarité réciproque et dans l'optique d'une liaison des travailleurs qui luttent sur la région. En effet, face à l'offensive du patronat et de l'Etat, c'est l'unité la plus large que doivent se donner les travailleurs.

Voté à l'unanimité le 17.10.75
L'Assemblée générale des grévistes ■

« stratégie du pouvoir et du patronat, les ripostes des travailleurs » UNE COMPREHENSION CONCRETE

Le débat, très animé, a fait apparaître clairement l'opposition entre la richesse, l'« inventivité », le foisonnement des expériences, des analyses, des luttes menées dans les boîtes, et la pauvreté des réponses lorsqu'il s'agit de dépasser le stade de la boîte, de passer au niveau des groupes, des branches, de la région, du pays.

Sans cesse le débat a oscillé entre cette nécessité de raconter comment on a vécu les luttes, et avec quelle imagination, et la difficulté très grande à dépasser la simple addition des expériences pour en tirer une pratique syndicale, politique, plus vaste, pour passer du rapport de forces au niveau des entreprises une par une à celui des ouvriers, des salariés affrontés au patronat et au pouvoir.

Cela peut sembler normal : ceux qui ont mené des luttes ont une compréhension très concrète de la stratégie employée par leur patron : à Annonay, à Lip par exemple, c'était le vide, plus personne, les travailleurs ne savent plus à qui s'adresser ; à Usinor-Dunkerque, à Desombre, à CIP-Bailleul c'était au contraire très vite l'affrontement, la répression brutale, le refus de négocier. Il se dégage une expérience très concrète de la justice de classe, du rôle des élus et des pouvoirs publics qui ont pour seul objet de sortir les patrons d'une mauvaise affaire.

Quand on essaie d'élargir, on voit bien se dessiner certains des contours de la crise : la productivité qui se retourne contre les travailleurs et les met au chômage au lieu de diminuer la pénibilité du travail qui, au contraire, augmente avec les cadences. Les changements de matériel qui, eux aussi, se retournent contre les travailleurs avec les déqualifications, etc.

Si l'on sent bien certains mots d'ordre s'imposer progressivement (réduction massive du temps de travail sans perte de rémunération, lutte contre les déqualifications, pour la défense pas à pas de l'emploi, le droit au travail des femmes, des jeunes), il apparaît encore des lacunes dans les rapports entre ces mots d'ordre et les pratiques.

L'arithmétique des luttes, pour les mettre en commun, puis les organiser, cela dépasse largement le stade de l'addition, et même peut-être celui de la multiplication... Il faut encore autre chose et c'est cet autre chose, tout le monde l'a bien senti, qui reste à construire. Mais un premiers pas a été fait : on a confronté, on s'est informé.

● Commission « Les moyens mis en œuvre »

DES LIP DIVERSIFIÉS

Compte tenu du sujet à débattre, de la présence de camarades d'horizons politiques différents, et de la grande liberté d'expression que nous nous étions promis de faire respecter, on pouvait craindre que les débats ne tournent très vite en un affrontement théorique sur les meilleures méthodes à employer.

Il n'en fut rien.

Le fait est qu'il n'était pas question ici de jouer les « intellectuels

éclairés ». Nous étions tous entre travailleurs et nous avions besoin, les uns comme les autres, de savoir ce qui avait été fait, comment on s'y était pris, quels avaient été les problèmes rencontrés, et peut-être trouver là une « idée » pour continuer et faire aboutir au mieux le conflit en cours.

Les principaux points débattus furent aussi divers que dispersés, souvent difficiles à cerner ; tant il est vrai que les conflits sont loin d'avoir le même aspect et qu'ils ne

sauraient se conduire avec une ou deux recettes préfabriquées.

Bien que la plupart des moyens mis en œuvre un peu partout découlaient essentiellement de l'expérience Lip, aucun n'était semblable, ni à Lip, ni à eux-mêmes. Il serait trop long de les citer tous, mais parmi quelques uns, les conflits des « compresseur frigorifique », de Caron-Ozanne, de Chaix, d'Isotube, d'ITT à Dôle, de Lip bien sûr sont significatifs.

Les rapports avec les organisations syndicales, les personnalités, les soutiens extérieurs furent longuement évoqués. Les méthodes dites légales et celles qui le furent moins ont été mises en balance, souvent au bénéfice des secondes.

D'autres problèmes, comme ceux de la CFT et des coopératives ouvrières, ont été abordés. La brochure en préparation donnera à chacun des problèmes débattus la place qu'ils méritent.

R. RIVAL ■



Qui ?

30 entreprises étaient représentées

- métallurgie : 5
- automobile : 2
- électronique : 2
- presse : 4
- chimie : 2
- aviation : 1
- cuirs et textiles : 5
- sidérurgie : 1
- services : 3
- entreprises nationalisées : 4
- construction-bois : 1

Combien ?

111 participants dont un tiers de femmes

Comment ?

Travail en commissions sur 3 sujets : — les pratiques démocratiques (3 commissions sur ce thème le samedi) — la stratégie du patronat (2 commissions) — les moyens à mettre en œuvre par les travailleurs (2 commissions) le samedi soir et le dimanche. Une commission femme et une commission chômeurs le samedi soir.

Tous les débats ont été enregistrés. Leur retranscription permettra d'élaborer une brochure rédigée après l'accord de tous les participants.

Innovatis

UN ATELIER DE CONFECTION SAUVAGE

Elles étaient trois à Besançon. Elles nous ont raconté leur lutte. Elle rappelle à bien des égards celle des filles de Cerizay il y a deux ans.

Rethel est une petite ville des Ardennes de 8 000 habitants. Curiosités touristiques : 300 chômeurs et un atelier sauvage de confection dans les locaux de la CFDT. Six femmes fabriquent des jupes et des pantalons pour enfants depuis le 1er octobre dernier. Elles se-

ront renforcées à la fin du mois par 25 autres salariées d'Innovatis. Elles ont été les premières d'une charrette de 51 licenciements annoncés le 10 juillet dernier dans cette entreprise où la majorité des 230 travailleuses ont entre 16 et 20 ans.

Appuyées par la CFDT, elles avaient refusé leur licenciement et s'étaient syndiquées. Le patron, lui, organisait et manipulait les non-licenciées. Ces manœuvres de division ont porté leurs fruits puisque

Jacquot le patron, séquestré le 17 septembre par les ouvrières licenciées, était libéré par 60 autres non licenciées !

Pourtant les ouvrières d'Innovatis n'ont pas désarmé malgré le licenciement d'une déléguée syndicale le 17 octobre. Elles produisent à leur propre compte et vendent dans les autres usines ardennaises. Comme l'affirme l'une d'entre elles : « Il ne s'agit pas de créer un

atelier, un commerce. Pourtant ça n'a pas été facile de trouver du tissu, des spécialistes (des coupeuses), des machines à coudre, des commandes. Nous voulons surtout agir pour exister, non pour produire. Notre atelier est un moyen d'alerter l'opinion publique et de soutenir l'action syndicale contre les nombreux licenciements de femmes qui risquent encore d'avoir lieu dans la région de Rethel ».

YS ■

Aller plus loin

« Tous ceux qui sont ici ont participé, mené des luttes et ont déjà une expérience concrète dans la tête ; beaucoup ont déjà fait un bilan du positif et des manques de ce qu'ils vivent, de ce qu'ils ont vécu ». C'est ce que déclarait Charles Piaget en ouvrant la « Conférence des mini-Lip ». Son déroulement a montré que c'était vrai. Mais il a montré aussi que les 110 travailleurs réunis à Besançon ne se contentent pas de raconter leur lutte ; ils veulent que de nouvelles perspectives soient ouvertes au combat de la classe ouvrière. C'est le sens de leur appel.

▲ Ce type de rencontre était « dans l'air » depuis quelques mois car il correspond à un besoin largement ressenti. Besoin de savoir ce qui s'est passé ailleurs, besoin de mieux coordonner les ripostes au plan régional ou au plan du trust, que trop souvent le fonctionnement vertical des organisations syndicales ne satisfait pas.

Comment y a-t-on répondu à Besançon ? Un des besoins les plus saillants a été d'assurer une pratique démocratique dans les luttes. Le témoignage des travailleurs de l'imprimerie Caron-Ozanne à Caen sur ce point est un exemple probant. Mais le fonctionnement démocratique d'une grève n'est-il pas plus facile dans une entreprise de 100 ou 150 travailleurs qu'ailleurs ? Les camarades d'Usinor-Dunkerque répondent que, dans une usine de dix kms de long sur trois de large, avec huit horaires différents, c'est sur une bonne organisation des collecteurs que repose la démocratie syndicale. Il faut en effet organiser 38 réunions d'information quand on veut parler d'un problème. Les assemblées générales ne sont donc pas faciles et sont, en fait, des meetings. C'est à la base que se crée la démocratie ouvrière. Dans les deux cas, grosse ou petite boîte, le débat a montré qu'il faut donner à chaque travailleur le moyen de prendre des décisions sur la conduite de la lutte, d'être informé, de connaître les enjeux, les débats. Le délégué n'est pas le maître incontesté de la lutte.

Ainsi, chez Darbois, la recherche de cette unanimité des travailleurs leur a permis de gagner. Autre idée témoignant cette volonté d'associer

tous les travailleurs à la lutte : les négociations au grand jour. On se souvient du haut-parleur branché pour que les Lip comprennent le débat avec le négociateur Giraud.

Est-ce à dire que les organisations syndicales devraient être dépassées ? Non ! Les pratiques démocratiques sont les résultats de la recherche d'une plus grande efficacité, et les conditions d'un meilleur rapport de force. Les syndicats en sont à terme les bénéficiaires. Certaines luttes ont entraîné la création, sur le tas, de sections syndicales inexistantes jusque là.

Ce rapport de force avec le patronat, qui réprime de façon de plus en plus sélective, les plus combattifs, qui négocie, recule quand c'est nécessaire, a été évoqué dans les commissions « analyse de la stratégie du patronat et moyens à mettre en œuvre ».

Les camarades présents à Besançon n'ont pas à cet égard de recette magique à proposer. Leur lutte est un témoignage. Leur échange montre que l'objectif essentiel est de pouvoir centraliser les luttes dans un même trust pour pouvoir, comme à Rhône-Poulenc, répondre par la généralisation de la revendication 35 heures payées 40. Dans le textile où les unités de production ont des liens beaucoup plus complexes, la saisie des stocks est souvent essentielle. L'occupation le permet.

L'appel reprend bien tous ces axes : contrôle permanent des informations, des comptes, des moyens de production ; redéfinition de la nature et des moyens de produire.

Mais il faudra aller plus loin : continuer à coordonner ces nouvelles formes de lutte, échanger au niveau régional et faire connaître largement les échanges qui ont eu lieu à Besançon. Ce qui a été fait là, des milliers d'autres peuvent le faire sans pour autant quitter leur syndicat, sans vouloir « doubler » les structures syndicales. Mais en posant les problèmes au niveau où ils se sont posés : inventer une autre stratégie.

Yves SPARFEL ■

la conférence de presse de Charles Piaget

Du vertical à l'horizontal

« Nous avons voulu montrer à quel point ce type de rencontre est indispensable dans la situation présente ». C'est ainsi que notre camarade, Charles Piaget, a engagé la conférence de presse tenue à l'issue de la rencontre de Besançon.

▲ Après avoir précisé que ce qui a été fait et dit au cours de ce week-end sera consigné dans une brochure et trouvera un prolongement lors de rencontres similaires espérées sur le plan régional, il ajoute qu'alors seulement on pourra, peut-être, franchir une autre étape vers un « support national qui pourrait être un journal commun sur les « idées » qui se sont développées dans les luttes et qui ont été discutées ici ».

Un terrain qui n'est pas couvert

« Il y a un terrain qui n'est pas couvert, ni par les organisations syndicales, ni par les organisations politiques. Ce terrain, c'est la nécessité de faire se rencontrer des travailleurs, particulièrement ceux qui sont en lutte ».

S'étendant assez longuement sur la pratique des organisations traditionnelles des travailleurs qui « couvrent » le terrain verticalement, il lui oppose la « couverture » horizontale, c'est-à-dire le contact direct entre tous les travailleurs en lutte, par région, par branche ou par trust, allant ainsi bien au-delà de ce qu'ont l'habitude de faire les unions locales, départementales, régionales ou même les fédérations nationales.

Pour mener à bien une telle entreprise, la création d'un outil, ouvert à tous et utilisable par tous, est apparue nécessaire. Sa forme n'est pas encore exactement définie, mais il devra être capable de recueillir toutes les informations sur les luttes ouvrières, les méthodes utilisées, les problèmes qui se sont posés — résolus ou non —, les difficultés rencontrées, et ensuite de

les répercuter partout où elles seront nécessaires.

Un outil nécessaire

Les centrales syndicales ayant, de ce point de vue et pour l'instant, une optique différente, il semble difficile de les utiliser comme vecteur principal pour capitaliser ce genre d'informations.

Ceci dit, il n'est nullement question d'en faire un outil antisynical, bien au contraire. Charles Piaget, sur ce point plus que tout autre, pense qu'il renforcera la force syndicale en « habituant les travailleurs à une réflexion propre, à constituer leurs propres outils, leurs propres centres d'informations ».

Il peut paraître à certains que laisser ainsi davantage « la bride sur le cou » des travailleurs n'est pas sans risques. Charles Piaget, comme les participants à la rencontre, en sont conscients et ils ne les écartent pas. Le plus grand risque n'est pas d'être

débordé par des « groupes extrémistes » qui risqueraient de faire plus « de mal que de bien ». (« encore faudrait-il s'entendre sur ce que c'est que cet extrémisme ! ». Le plus grand risque se situe ailleurs à l'heure actuelle : c'est de couper la participation des travailleurs à l'action ; c'est de laisser une petite équipe agir à la place de l'ensemble. Pour le reste, il y a nécessité, précisément « nécessité de débat entre les travailleurs pour réfléchir aux propositions qui peuvent surgir de tels groupes et, soit les éliminer, soit les retenir partiellement, soit les modifier ».

L'ouverture vers l'extérieur...

C'est en prenant l'exemple des « journées portes ouvertes » qu'on peut expliquer cette ouverture des travailleurs en lutte vers l'extérieur de l'entreprise. En 1968, c'était encore un tabou : on occupait certes, mais barricadés. « Maintenant, grâce à ce courant que nous pensons représenter, et dont nous n'avons pas du tout le monopole, il y a dans les nouvelles formes de lutte, une ouverture, même ajoute Piaget, dans des entreprises fortement contrôlées par un syndicalisme rigide, méfiant... »

Les assemblées générales, les commissions de travail, les débats publics, les comités de grève, les comités d'actions diverses sont autant d'éléments pour que l'entreprise en lutte ne se referme pas sur elle-même.

Il n'y a pas carence de la part des organisations politiques. Il y a également carence des organisations syndicales. Cela ne fait aucun doute. Il y a un énorme travail à faire, qui n'est pas pris en charge. Cette rencontre en a précisé les axes. Piaget les résume : « on va d'abord essayer, dans un premier temps, de répondre à des besoins, de pallier à des insuffisances ».

R. RIVAL ■



Jean Zyromsky : comment il a été communiste...



Jean Zyromski, vieux militant du mouvement ouvrier français, est mort. Son itinéraire, d'une certaine gauche de la SFIO au Parti communiste, est significatif des difficultés qu'ont eu (et qu'ont encore...) certains courants opposés à dépasser la fausse alternative social-démocratie ou stalinisme. TS a demandé à ses petits-enfants, membres du PSU, d'évoquer la trajectoire de leur grand-père, malgré les profondes divergences qui les séparaient.

Les répressions successives de l'empire tsariste contre la Pologne catholique ont amené en France, dès le début du XIXe siècle, l'immigration d'une partie de la bourgeoisie et de la noblesse polonaises, favorable à la France de la Révolution.

C'est de cette lignée que naquit notre grand père, et cette double détermination de socialiste et de patriote domina sa vie. Il était d'une famille riche et « respectable » ; mais sa thèse de droit fut une des premières thèses socialistes en France ; aussi il a renoncé à toute « carrière » pour le militantisme.

L'homme que nous avons connu était d'abord un militant entier mais non sectaire. Artisan inlassable de l'unité ouvrière, Zyromski fut un des créateurs du Front populaire, l'animateur de la *Bataille socialiste* (un des courants de gauche de la SFIO). Il fut aussi le correspondant de Trotsky, puis « héros de l'Espagne républicaine », et animateur de la lutte contre Munich au sein de la SFIO. Il a pu s'honorer d'être un des hommes les plus haïs et les plus injuriés par la presse fasciste d'avant-guerre. Il retrouve son unité profonde au travers de la résistance (lutte qui, pour lui, joignait

la construction du socialisme à la libération du territoire).

Comme membre important du Front national regroupant autour de lui les combattants du Lot-et-Garonne, la SFIO lui proposera de rejoindre Londres. Zyromski, bien que traqué par la police de Vichy et la Gestapo, s'y refusera.

Lorsqu'il adhéra au PCF en 1945, ce fut à partir d'une constatation élémentaire : le PCF avait changé sur le seul point qui l'en séparait : la défense nationale, le patriotisme.

Cette tradition jacobine, qui a marqué si profondément le mouvement ouvrier français, était en effet pour Jean le motif qui, à Tours, l'avait empêché de rejoindre la IIIème Internationale : elle se traduisait aussi par cette fascination (qui n'a pas encore totalement disparu chez nombre de militants ouvriers) pour la cohérence, la discipline et les gros bataillons que représentent le PCF. Mais n'y avait-il pas là quelque ambiguïté de la part de militants profondément attachés à la libre discussion ?

Si, dès son adhésion, Zyromski fut tout à son aise au milieu des militants du Lot-et-Garonne, les graves désaccords qu'il eût avec la direction ne portaient guère sur la ligne du parti, mais bien plutôt sur les méthodes caractéristiques du stalinisme.

Néanmoins Zyromski, tout en tempérament, tout en fidélité, se refusait à l'excommunication et à la calomnie. Si l'invective lui venait aisément, elle ne s'accompagnait ni de la balle dans la nuque ni du refus du dialogue.

A la mort de sa femme — notre grand-mère — compagne de sa lutte, qui avait apporté dans sa vie la flamme prolétarienne du syndicalisme révolutionnaire, Jean Zyromski est mort d'amour. Son agonie a duré treize ans.

Représentant et figure de proue d'une génération où tout passait après la cause, Zyromski témoigne aujourd'hui devant nous. Il nous a montré que l'intransigeance et la fidélité aux idées socialistes excluaient le sectarisme. Il nous a communiqué sa haine des « honneurs », des récompenses et des hochets, qu'ils viennent de la bourgeoisie ou même du parti auquel on appartient. Il nous a montré à l'inverse à quel point les militants ont besoin de démocratie, de libre expression, de possibilités de rupture pour pouvoir créer, s'épanouir, faire avancer la révolution.

Si son rêve — refaire le parti ouvrier uni de 1905, créer une France socialiste phare de la révolution européenne, abolir les classes et les castes — n'a pu être réalisé, combien au moins cet homme né au XIXe siècle sut rester intègre et constant, là où tant d'autres ont renoncé et se sont corrompus.

Il est vrai qu'avant tout, c'était un homme bon et que, sans la bonté, le mot révolution est vide de tout sens. C'est pourquoi nous saluons l'homme, le militant, par-delà toutes les divergences qui nous séparaient.

Jacques THIBAUT,
Pierre et Françoise BLEIBTREU,
ses petits-enfants ■



Limousin : tous ceux du nucléaire



Limoges : Heureux Limousins ! A en croire un sénateur (socialiste), au Conseil Régional du Limousin, le 25 octobre) ils pourraient compter sur deux atouts : Chirac et l'uranium. Pour cette dernière carte, on a même pu entendre que les Limousins voulaient devenir les « émirs de l'uranium »... Pensez-vous : on extrait des mines de Bessines-la-Crouzille (30 km au nord de Limoges) 45 % de la production française de cette matière première nécessaire au fonctionnement de nos belles centrales nucléaires. De là à envisager, pour les habitants de cette région, l'opulence de leurs homologues pétroliers, il n'y a qu'un pas. Certains élus locaux (à majorité de gauche) auraient bien aimé faire croire qu'on pouvait le franchir. Et pendant tout le mois d'octobre, Limoges a vécu à l'heure « du » Colloque « Uranium - atout du Limousin »... Mais la montagne, soutenue par l'Etablissement Public Régional et le Comité d'Expansion, a accouché d'une souris.

les dans la ville, publicité payante dans les quotidiens régionaux, exposition à l'Hôtel de Ville, visite des installations du Commissariat à l'Energie Atomique, arrivée des invités en Mercure... L'opération publicitaire avait été particulièrement bien soignée. Le débat pouvait s'ouvrir. Entre gens sérieux, naturellement. Pour qu'il n'y ait pas de fausses notes, on n'avait invité, autour de Leprince Ringuet, que des spécialistes de l'E.D.F., du C.E.A. et des patrons.

Deux cents technocrates et industriels qui discutent entre eux, cela ne peut que déboucher sur des créations d'emploi, n'est-ce pas ? Et l'emploi en Limousin, ce n'est pas tellement brillant. Le reste non plus d'ailleurs : au chômage s'ajoute le dépeuplement, le vieillissement de la population, l'insuffisance des équipements sociaux, le pillage des matières premières (bois, viande...), de la « matière grise », les salaires les plus bas de France...

Les « sauveurs » se sont donc réunis. Et pour un colloque de spécialistes ce fut bien un colloque de spécialistes ! Comme le titrait un journal régional : « C'était la première fois que tous ceux du nucléaire se rencontraient » ; mais le développement économique du Limousin, la création d'emplois... ces industriels n'y ont même pas fait allusion. Ils ont, certes, comme l'écrivait ce même quotidien « découvert Limoges, une ville dans laquelle on arrive avec Mercure », mais ils se sont bien gardés de faire des promesses, « L'uranium-atout » s'était transformé « en terrain de relations publiques ».

Que sortait-il donc de ce colloque dans lequel tant d'espoirs avaient été placés ? Rien de positif pour les travailleurs limousins. Mais pouvait-on demander à des patrons de se soucier de leur sort ? Le véritable but de cette opération apparaissait clairement. Cette semaine devait offrir, surtout, l'occasion de

développer une campagne d'intoxication pro-nucléaire jamais vue en Limousin.

Aussi le P.S.U. avec d'autres organisations (la CFDT, VVAP, les Amis de la Terre, le Mouvement Ecologique du Limousin, l'Association pour la Défense de la Santé des Consommateurs du Limousin, le Groupe de Recherches et d'Actions Non-Violentes) ont décidé de réagir. Elles ont organisé dans les rues de la ville une contre exposition. Philippe Courrèges, du Collège de France, et Yves Lenoir, de l'Ecole des Mines, sont venus expliquer que l'énergie nucléaire n'était pas inéluctable mais qu'au contraire elle était dangereuse. La mobilisation (près de 300 personnes présentes à la réunion) ne durera pas le temps d'un meeting. A la demande des participants au débat, un Comité de Coordination va être mis sur pied. On reparlera du nucléaire en Limousin...

Campagne d'affiches, banderol-

Correspondant ■

l'autoréduction en Italie :

A l'automne 1974, les Italiens ont pratiqué, contre la hausse des tarifs publics, une forme de lutte particulièrement efficace et finalement victorieuse : l'autoréduction. Le mouvement, parti de la région de Turin, s'est progressivement étendu à toute l'Italie.

Le principe en est simple : refuser de payer les augmentations, que ce soient celles des loyers, des transports publics, ou de l'électricité. L'organisation relative-

ment identique : dans les transports urbains ou dans les grands ensembles, un délégué élu collecte les fonds. Les sommes autoréduites sont ensuite envoyées globalement aux compagnies. Là où les syndicats appuient le mouvement (par exemple la FLM dans le Piémont qui a appelé publiquement à ne payer que 50 % des notes d'électricité), l'envoi transite par eux : autrement il est pris en charge par les comités de quartiers constitués à cette occasion.

C'est probablement la plus importante expérience de jonction de masse entre le quartier et l'entreprise qui se soit jamais déroulée. En effet, pour étouffer dans l'œuf les velléités de réaction des patrons des entreprises concernées : refus de faire circuler les autobus, coupures de courant, etc., il est indispensable que les travailleurs de ces entreprises passent outre.

Les syndicats, parce qu'ils

avaient la garde des fonds collectés, ont pu obliger les entreprises de transport, sous peine de pertes encore plus grandes, à continuer d'assurer leur service. Les travailleurs de l'ENEL (Electricité) ont pu parer à toute tentative de coupure de courant. Finalement, des accords ont été signés à la fin de 1974 entre les syndicats et le gouvernement ; ils sanctionnaient le retour presque intégral aux anciens tarifs.

Cette solidarité active dans la

un syndicalisme du cadre de vie ?

▼ C'est l'existence d'un relais organisationnel comme les syndicats, articulant luttes urbaines et luttes dans l'entreprise, qui a permis le développement massif des expériences italiennes. Il existe une forte tradition d'intervention des syndicats italiens au plan national dans ces luttes sociales : en 1969, une grève nationale ouvrière se développait sur les problèmes du loyer... La FLM (l'union des syndicats métallurgistes) a accordé son soutien à de nombreuses occupations de maisons vides...

L'intervention syndicale permet aux mouvements d'autoréduction de devenir autre chose qu'une lutte isolée sur le seul terrain de la consommation. Elle met à l'ordre du jour la revendication de contrôle des travailleurs sur l'ensemble de la vie sociale et la stratégie autogestionnaire comme seule réponse globale à la crise généralisée du capitalisme. C'est pourquoi cette participation des syndicats ne s'effectue pas sans quelques tiraillements entre les directions régionales, influencées par leur base et par l'action des militants d'extrême gauche, et les directions nationales dans la mesure où ces nouvelles formes d'action remettent en cause les conceptions réformistes des organisations traditionnelles.

des attitudes différentes

L'attitude politique face à l'autoréduction est fonction de la stratégie globale de chaque parti :

— cogestion de la crise avec la démocratie chrétienne, articulée à la stratégie du « compromis historique » pour la tendance dominante du PCI qui implique la passivité vis-à-vis des augmentations des services publics,

— soutien aux nouvelles formes du mouvement social, développement de l'auto-organisation des masses face à un gouvernement clientéliste pourrissant pour l'extrême gauche et une frange du PCI.

Les premiers se contentent d'abord de formes traditionnelles (pétitions, délégations, manifestations) allant parfois jusqu'aux « grèves symboliques » ponctuelles. Cette forme d'action ne favorise en rien l'organisation autonome des usagers, ni leur droit au contrôle, pas plus d'ailleurs que certaines conceptions minoritaires dans l'extrême gauche de « désobéissance civile » par le refus pur et simple de payer.

À Palerme on répond à la hausse des transports par le blocage des composteurs : c'est l'échec. À Turin, les syndicats, par l'intermédiaire d'un délégué par car, centralisent l'argent des cartes hebdomadaires autoréduites de 30 % : 3 000 travailleurs suivent le mouvement et obtiennent l'annulation de la hausse des tarifs.

les solutions de l'extrême gauche

Les travailleurs italiens, aujourd'hui, refusent les décrets anticrise votés par le gouvernement et acceptés par leurs organisations, et deviennent de plus en plus sensibles aux solutions préconisées par l'extrême gauche. Aujourd'hui le débat traverse la CGIL comme le PCI. À Turin on a vu l'union syndicale prendre position pour le mouvement d'autoréduction sur l'électricité et les transports contre l'avis de la direction nationale. De nombreux militants du PCI ont participé activement à ces actions.

Les mouvements d'autoréduction permettent ainsi une politique révolutionnaire vis-à-vis des travailleurs influencés par ces organisations et mettent les directions réformistes à l'épreuve, d'autant plus que, depuis les dernières élections, le PCI domine de nombreuses municipalités.

Danièle DREVET ■

loyers = 10 % du salaires

▼ À Rome, Milan, Naples, les sans-logis occupent les maisons vides (2 000 logements squattés en Italie de 1969 à 1975). Plusieurs milliers de familles, locataires des logements publics, autoréduisent leurs loyers depuis trois à quatre ans dans certains quartiers de Turin et Milan. D'autres s'opposent aux expulsions des vieux quartiers populaires au centre de Rome et Milan, exigeant le droit de contrôle sur les plans de rénovation de la ville, refusant le parquage des travailleurs dans les « campements » de banlieue.

Dans le quartier de la Magliana à Rome, 2 000 familles, mobilisées dans un premier temps par un mouvement d'autoréduction sur le logement, paient depuis deux ans, un loyer équivalent à 10 % de leur salaire. De là, la lutte s'est étendue : occupation de terrains pour des espaces verts, aires de jeux pour les enfants, occupation des locaux pour la création d'équipements sociaux, revendication d'un droit de regard sur l'école, la santé, etc...

C'est donc un véritable mouvement de masse qui se développe en Italie sur le terrain des luttes urbaines dont la force vient, entre autres, de ses formes d'organisation. Il existe une tentative de structuration permanente allant dans le sens d'une sorte de syndicalisme du cadre de vie.

Deux types de structures existent aujourd'hui. L'une, de type syndical, regroupe les locataires des logements publics — c'est l'UNIA (union des locataires) ou SUNIA au niveau national, influencée par les partis de gauche, en particulier le PCI dont l'action s'est d'abord limitée aux négociations avec les pouvoirs publics en vue d'une réforme du logement.

L'autre, plus locale, tend à l'auto-organisation des usagers par quartier, escalier, etc... et prône l'action directe de type occupation, autoréduction... Elle est influencée par la gauche extra-parlementaire (Avanguardia operaia, Il Manifesto, Lotta continua).

des exemples à la pelle

À la Fiat, le prix des transports, à la charge des travailleurs risque d'augmenter de 30 à 50 %. Ceux-ci, à l'initiative des syndicats, organisent l'autoréduction des tarifs, paient la carte hebdomadaire à l'ancien prix. En même temps, ils revendiquent la gestion publique des transports régionaux, encore sous la tutelle de concessions privées, et la mise en place progressive de la gratuité des transports financés par l'employeur. Le mouvement gagne Milan.

Le plan Carli prévoit l'augmentation de l'électricité pour mettre en place, à long terme, les éléments d'un programme nucléaire. À Turin 80 % des familles risquent de devoir payer une augmentation de 70 %. Les usagers, en alliance avec les syndicats des travailleurs de l'électricité, autoréduisent de 50 % le montant des factures reçues. Ce mouvement sera suivi par 150 familles dans le Piémont. Il s'étendra localement à Rome, Milan, etc.

une forme de lutte efficace

lutte n'a été possible que grâce au très haut niveau de conscience de la classe ouvrière italienne qui, depuis l'automne chaud, pose le problème de faire sortir les luttes de l'usine. Elle sait qu'à l'extérieur ce sont d'autres travailleurs qui sont touchés par des augmentations de tarifs, et elle ne veut pas que sa lutte pour les salaires soit réduite à néant par la hausse des prix...

L'intérêt que nous devons porter à l'autoréduction ne réside

pas uniquement dans la nouveauté de la lutte, mais dans l'ensemble des problèmes qu'elle a soulevés : rapports partis-syndicats, syndicats — institutions politiques, lutte sociale — lutte politique, aspiration à la démocratie directe — caractère de plus en plus oppressif de l'Etat.

Au total c'est tout le problème de l'émergence des luttes ouvrières dans la ville qui est posé. La

conception, réformiste, de la division des tâches entre partis et syndicats a été directement battue en brèche. L'accord pour l'autoréduction exige des alliances à la base des structures spécifiques, des prises de décision. La réalité des conditions de vie du travailleur devient ainsi le critère d'appréciation de la politique économique.

Il s'agit d'un processus complexe qui donne corps aux pers-

pectives d'alternative de pouvoir qui ne se réduit pas à la réalisation d'un certain nombre d'objectifs mais exige la mise en place de nouvelles formes d'organisation.

L'autoréduction constitue une avancée décisive parce qu'elle exprime au plus haut point l'appropriation ouvrière de la politique économique.

François DESMOULINS ■

le téléphone rouge

▼ Décidée en avril 1975, l'augmentation des tarifs téléphoniques (abonnements, communications, taxes de raccordement) est d'environ 50%. Même en téléphonant moins, les abonnés n'ont aucune chance de payer des sommes de même ordre : la SIP (l'entreprise de téléphone italienne) facture automatiquement un minimum de 200 communications et celles-ci sont limitées à trois minutes. Au total les quittances ont en moyenne triplé.

Le PCI propose le rationnement (limitation des abonnements privés et généralisation des cabines publiques) alors que le téléphone est le seul moyen de communication de masse qui ne soit pas à sens unique et qu'il doit donc être accessible à tous: Lutter contre l'augmentation des tarifs, c'est à la fois lutter pour le maintien du niveau des revenus et pour la défense de l'emploi dans ce secteur (l'augmentation de plus de 100% de la taxe de raccordement décourage beaucoup de gens, surtout dans le Mezzogiorno) alors qu'il y a 900000 demandes en attente en Italie.

En juillet, les syndicats à Turin, le PDUP à Rome prennent l'initiative de proposer l'autoréduction pour obtenir la suppression des augmentations. Il s'agit de ne payer que l'ancien abonnement et d'envoyer une lettre de réclamation refusant de payer les nouveaux tarifs : ils font, à la même époque, l'objet d'une négociation syndicale et, d'autre part, une action est en cours pour faire admettre l'inconstitutionnalité du plancher des 200 communications. La lettre comprend en outre des réclamations diverses sur le nombre de coups de téléphone, le fonctionnement de l'appareil, etc.

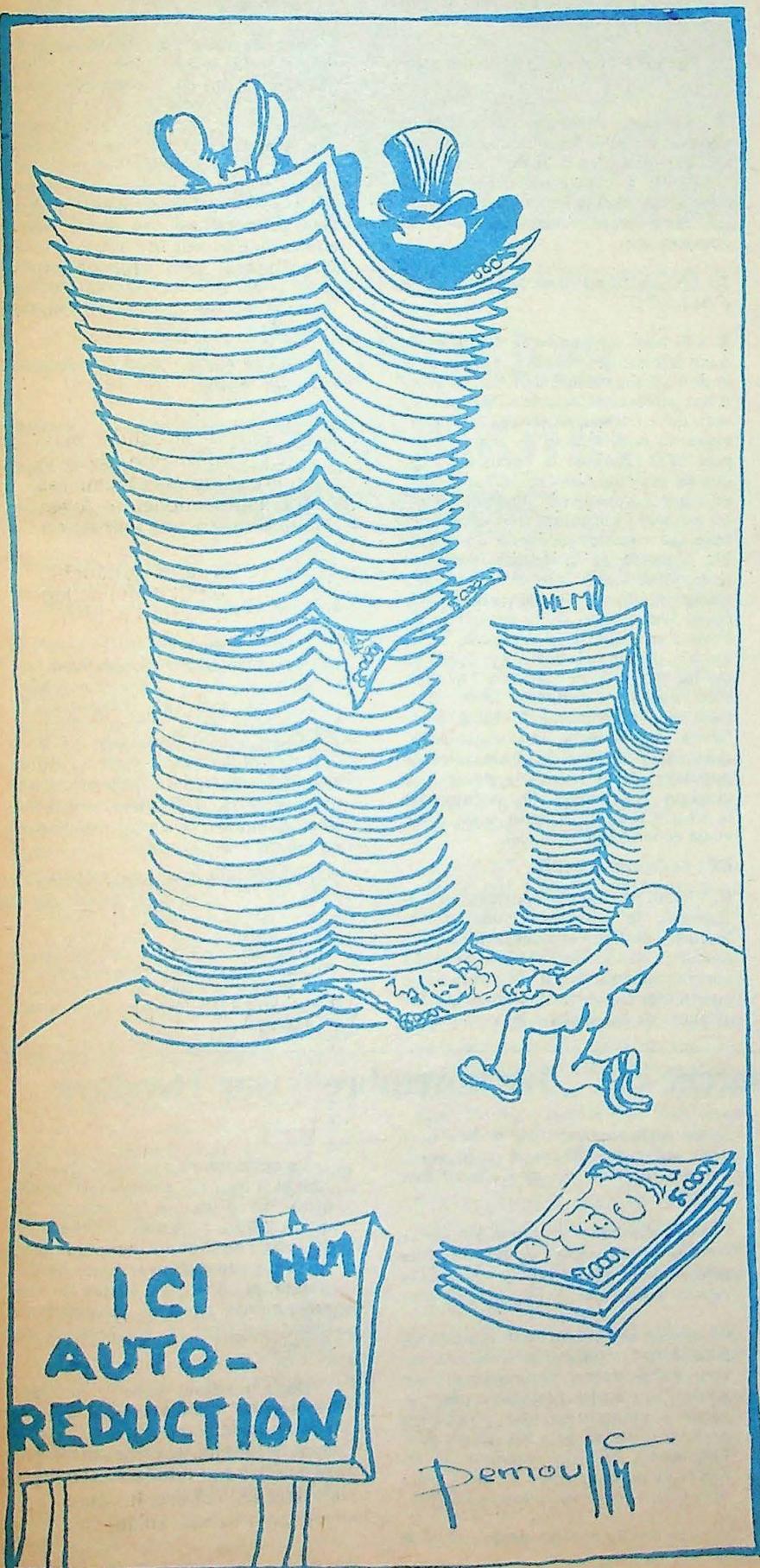
Si bien que la SIP devait automatiquement procéder à des contrôles divers avant de couper la ligne ce qui lui demandait au moins trois mois.

La lutte, assez vite, gagne en ampleur, des syndicats d'autres régions s'y associent et, à la mi-juillet, le PSI intervient à la Chambre en faveur de la révision des tarifs.

En effet cette forme de lutte, depuis la victoire contre la « lumière chère » et les « transports chers », est entrée totalement dans la tradition collective de la classe ouvrière italienne, et elle a pu être relancée très vite en juillet. Cette bataille pour l'autoréduction est la première forme concrète dans laquelle s'exprime le résultat électoral ; elle est le produit de la nouvelle force que les travailleurs veulent posséder.

Soucieux de ne pas les attaquer frontalement le gouvernement entame un processus de négociation avec les syndicats qui n'a pas abouti bien qu'il ait semblé prêt à revenir sur les augmentations. Une course de vitesse est donc engagée avec la SIP qui a commencé à couper les lignes tandis qu'une action en justice a été intentée contre l'illégalité de la procédure.

Le mouvement entre dans une phase difficile. Elle ne pourra être dépassée qu'en exploitant les divergences qu'elle a fait naître dans les syndicats et les conseils d'usines qui n'ont pas réellement lutté pour la plate-forme qu'ils avaient établie sur le téléphone. En effet, de plus en plus, les syndicats se rendent compte qu'une défaite pèserait négativement sur les luttes de l'automne et accentuerait encore la crise entre les syndicats et les masses.



TS publiera un autre dossier sur les luttes d'autoréduction en France.

Avec ou sans Juan Carlos, une situation très ouverte

Une interview d'un responsable d'Accion Comunista

L'incertitude sur la situation en Espagne porte moins sur l'avenir de Franco — qui est manifestement derrière lui — que sur la question de savoir qui va prendre l'initiative et donc l'avantage dans un premier temps. Aujourd'hui, tout tourne autour de Juan Carlos, l'héritier officiel, qui est à la fois objet et sujet de l'événement.

Le rapport des forces, le jeu des pressions sont tellement complexes qu'ils autorisent toutes les éventualités. C'est pour en avoir une idée plus précise que nous publions une interview d'un responsable d'Accion Comunista, un groupe d'extrême-gauche dont la contribution théorique et politique — et aussi la présence sur le terrain — nous paraissent déjà prometteurs pour la situation qui vient de se créer en Espagne (1).

TS : La mort de Franco, c'est la mort du franquisme ?

R : Le fascisme se retranche dans un camp fermé, dans un bunker, mais dans le sens d'un appareil d'Etat corrompu à la Thieu. La mort de Franco, comme naguère celle de Carrero Blanco, va accentuer les contradictions et l'urgence de trouver une solution stable au problème du pouvoir.

Déjà, avant la mort de Franco, c'est en partie débloqué : comme par exemple dans l'armée, avec l'Union Démocratique Militaire (cf. TS n° 675). Mais sa mort, c'est la fin de l'arbitre incontesté depuis 1936. Elle va permettre à la droite « civilisée » d'envisager concrètement des solutions politiques aux problèmes. Il s'agit de trouver les moyens de cette alternative : 1° une partie de l'armée ; 2° une alliance avec une partie de la gauche, ce qui était impossible avec Franco.

TS : Une certaine gauche, dis-tu ? Laquelle ?

R : La notion de gauche est relative en Espagne : on est toujours libéral par rapport à quelqu'un. La démocratie chrétienne, par exemple, est assez distancée de la droite. Toute la politique de la gauche s'articule avec les contradictions internes des classes dominantes. A gauche finalement, il y a deux possibilités assez semblables : la « junte démocratique » avec le PCE, la « convergence démocratique » avec le PSOE.

Le PC a constitué la junte pour donner à cette droite « civilisée » la possibilité d'avoir un certain contrôle des bases ouvrières et populaires dans le changement de régime : il s'agit de se porter garant du non débordement par la gauche. La perspective de la junte, c'est l'établissement d'un gouvernement provisoire qui prendrait les choses en mains et organiserait des élections d'ici 12 à 18 mois. Ceci en liaison avec des personnalités comme Don Juan (père de l'autre), Tierno Galvan (du PSP), et Calvo Serer (monarchiste). La junte se propose de contrôler pour le compte de la bourgeoisie espagnole le mouvement à la base, pour que la bourgeoisie se débarrasse de l'appareil d'Etat qui la gêne tout en gardant le contrôle de la situation.

TS : Mais il faut bien une contre-partie ?

R : La contre-partie, c'est la démocratisation de la vie politique, la constitution de syndicats de classe. Une démocratie bourgeoise en somme. Le PC accaparerait le syndicat vertical pour le reconverter. Il demande la récupération des biens des syndicats verticaux pour la classe ouvrière ; c'est dans ce sens qu'ils ont fait campagne pour les élections syndicales. Ceci signifiait : « Nous sommes prêts à collaborer à toute tentative de démocratisation ».

TS : La participation aux élections dans un syndicat fasciste n'est pas forcément condamnable ?

R : Il faut se poser la question : cette participation fait-elle avancer le mouvement ouvrier ? Les expériences précédentes ont montré que non. Elles ont permis le repérage des militants par la police, et ils ont été tous arrêtés par la suite. Au printemps et pendant l'été 1975, la classe ouvrière disposait d'un rapport de forces qui rendait possible un syndicat de classe à court terme. Revenir aux élections internes, c'était un pas en arrière. A notre avis, le PCE aurait été plus fort s'il avait boycotté les élections ; il aurait montré à la bourgeoisie qu'il n'avait plus rien à faire avec la CNS (syndicat fasciste). La stabilisation de la bourgeoisie est-ce une stratégie pour le socialisme ?

TS : Et le PSOE ?

R : D'abord, il faut dire que ce parti n'était pratiquement plus présent en Espagne jusqu'en 1968-70, sauf quelques notables ici ou là. La restructuration du PS a été directement propulsée par la social-démocratie européenne. C'est la section de la deuxième Internationale, financée et appuyée théoriquement sur Mitterrand, Palme et Brandt. A l'intérieur, le syndicat UGT (proche du PS) est très faible. Sa perspective politique ? Le PS est d'accord avec le PC sur le but provisoire — démocratie bourgeoise — et le but proclamé — le socialisme. Ces différences sont mineures : le PSOE veut la restitution des anciens biens de la classe ouvrière (UGT et CNT) ; il paraît plus ouvert sur le problème des nationalités et du régime (fédéral et républicain). Mais les socialistes pensent que, sans les communistes, ils ne peuvent ni ne veulent rien faire. Il y a donc une convergence de fait et des négociations en ce moment.

TS : Et Juan Carlos là-dedans ?

R : Il peut entrer là-dedans, dans la mesure où le PC et le PS donnent la priorité du rétablissement des libertés démocratiques et non au problème du régime (monarchie ou république). Juan Carlos peut se faire accepter s'il se montre fort contre l'extrême-droite ; il peut entraîner alors une partie de l'armée. Mais Juan Carlos c'est un peu secondaire ; il peut être récupéré par n'importe qui. On attend un geste de force politique de sa part pour l'accepter, comme solution transitoire tout du moins.

TS : Et sur le plan de la politique extérieure ?

R : La junte démocratique a déclaré vouloir respecter les alliances actuelles de l'Espagne (c'est-à-dire les bases US). Le PSOE, à son treizième congrès, se veut « anti-yankee » mais ceci ne s'est pas explicitement traduit dans la convergence.

TS : N'y a-t-il pas d'autres possibilités d'issues ?

R : Si bien sûr : un coup d'Etat purement fasciste de généraux, de l'appareil et de l'administration de l'Etat et aidés d'une garda civil forte de 8 000 hommes surarmés. Ce serait l'aboutissement logique du raidissement du régime : depuis 1970 (Burgos) la continuité logique du système répressif, c'est la fuite en avant. La manœuvre pourrait consister en ceci : constituer une junte militaire qui voudrait récupérer Juan Carlos, symbole de la légalité franquiste mais surbordonné, et à l'ombre. Si Juan Carlos rejette ça, c'est le recours à Alfonso Jaime, mari de la petite-fille de Franco et petit-fils d'Alphonse XIII, qui n'a jamais renoncé à ses droits et qui fait partie de la camarilla. Ou alors c'est une junte militaire toute nue ; mais cela accentuerait le fossé entre forces économiques et forces politiques, sauf en cas de forte poussée populaire qui amènerait la classe économique à se rallier. On retrouverait la situation de 1936, mais à un autre stade économique et social.

TS : Et l'extrême-gauche ?

R : Il faut partir d'une constatation : en Espagne, le mouvement ouvrier aujourd'hui est faible et localisé (il est resté inactif en dehors du Pays basque après les cinq exécutions). Il n'a pas la force pour tenter une autre alternative que les alliances de la gauche « historique ».

Le drame de l'extrême-gauche, c'est son insuffisance d'analyse réelle et son absence d'option politique claire. Elle est obligée d'entrer dans la mouvance du PC ou du PS. D'un côté, des groupes pro-PC comme Bandera Roja ; de l'autre, des groupes maoïstes qui font un raisonnement inverse (« Les ennemis de nos ennemis sont nos amis ») et qui vont vers le PSOE. La majorité de l'extrême-gauche se rallie soit à l'un soit à l'autre, mais avec des contradictions comme le MCE (maoïste) dans la « convergence du PS ».

Il y a une troisième composante, celle qui est consciente de la nécessité d'une alliance tactique mais pour qui l'alternative PC-PS hypothèque l'évolution du mouvement ouvrier espagnol sur le plan stratégique. Il faut donc rester indépendant des deux courants. Plusieurs groupes ou courants travaillent pour un regroupement de l'extrême-gauche dans cette perspective qui se situe à moyen terme. En effet, aujourd'hui, la solution Juan Carlos — avec libéralisation des partis et des syndicats — est la solution la plus économique pour la droite et pour la gauche.

TS : Juan Carlos peut-il neutraliser l'extrême-droite ?

R : Ce n'est pas impossible ; certaines forces veulent faire de lui le symbole de la libéralisation. Il faut compter aussi sur l'influence de son père. Sa force ? C'est sa position stratégique : il est l'enjeu de chacun qui veut le récupérer.

TS : La bourgeoisie est-elle capable de stabiliser un régime démocratique en Espagne ?

R : Toute la question est là et c'est là que l'extrême-gauche indépendante doit savoir se situer et jouer dans une perspective qui sera très dynamique. La bourgeoisie n'a ni les moyens politiques, ni économiques de contrôler un mouvement ouvrier et populaire. Il y a de telles injustices énormes de répartition de revenus, de telles mauvaises conditions sanitaires et de travail. La situation en fait est très ouverte.

Propos recueillis par Nady GRANIER et Bernard RAVENEL ■

(1) Accion Comunista participe avec le POUM, Lucha Obrera et Union Comunista de Liberacion au Comité de Liaison pour le Regroupement des Marxistes révolutionnaires espagnols.

A propos de la marche du 1er novembre sur Hendaye

Les informations concordantes qui nous sont parvenues, des différentes fédérations d'une part, des organisations espagnoles d'autre part, démontrent qu'il y a des risques sérieux de provocation policière, lors de cette marche, aux conséquences incalculables — en termes policiers — pour les prisonniers politiques en Espagne.

Pour autant, nous n'ignorons pas ce que peut avoir de réellement populaire le mot d'ordre de marche sur les frontières de l'Espagne, et à Hendaye en premier lieu.

Compte-tenu, de ces deux indications le Bureau National du PSU maintient son appui à la manifestation, mais décide :

— de regrouper tous les militants, et ceux qui sympathisent avec le parti, derrière la banderole du Collectif Eva Forest ;

— leur demande de répondre sur le terrain aux consignes de responsables évidemment reconnus et reconnus comme tels ;

— appelle dès maintenant tous les responsables des fédérations, où se trouvent d'importantes émigrations espagnoles, à prendre l'initiative, de réunions d'information qui pourraient prendre la forme de « Six heures pour l'Espagne » afin de mobiliser et les forces du parti, et celles d'autres organisations françaises ou espagnoles.

Le collectif de soutien à Eva Forest et à tous les prisonniers politiques en Espagne a, depuis sa constitution, organisé, en tant que tel, de multiples manifestations contre la répression fasciste en Espagne, et participé à toutes les manifestations unitaires qui permettaient d'élargir la protestation en France.

Dans le même esprit, il soutient l'appel au rassemblement du 1er novembre à Hendaye. Le Collectif appelle tous les militants qui suivent son action à se retrouver à Hendaye à partir de 12 h 30.

Le BN du PSU 27 octobre 1975 ■

et l'après franquisme



Le mouvement syndical en Espagne :

l'histoire des commissions ouvrières

Franco, c'est fini. Juan Carlos, ça commence. Mais la parole sera-t-elle aussi à la classe ouvrière espagnole ?

✱ Le mouvement ouvrier syndical espagnol a connu de profonds bouleversements au cours des quarante dernières années. Les puissantes organisations syndicales qui existaient en 1936 n'ont pas survécu à la guerre civile et à la répression franquiste. Ce n'est qu'après de nombreuses tentatives sans lendemain qu'un mouvement syndical nouveau a réussi à s'affirmer à partir des années soixante.

Lorsqu'en juillet 1936 éclate le coup d'Etat fasciste, le mouvement syndical rassemble près de trois millions et demi de travailleurs en Espagne. Ceux-ci sont regroupés au sein de deux grandes organisations assez différentes dans leurs bases sociales, comme dans les forces politiques qu'elles représentent au sein de la classe ouvrière : la CNT et l'UGT.

Fondée en 1888, l'UGT (**Union général de Trabajadores**) est la plus ancienne des deux grandes confédérations. Elle rassemble, à la veille de la révolution de 1936, près d'un million et demi d'adhérents. Ses points de plus forte implantation sont la Castille et les Asturies. L'UGT est très liée au PSOE (**Partido Socialista Obrero Español**) et à la IIème Internationale. Après que ces militants

eurent été, en 1934, les principaux animateurs de l'insurrection ouvrière des Asturies, noyée dans le sang par le gouvernement républicain, l'UGT subit la politique de la direction du PSOE et allait devenir avec elle l'otage de la bourgeoisie républicaine.

La CNT (**Confederacion Nacional del Trabajo**) rassemble de son côté près de deux millions de travailleurs, principalement en Andalousie et en Catalogne. C'est dire qu'elle regroupe pour une large part le prolétariat agricole et celui d'industries qui sont encore souvent caractérisées par l'atelier davantage que par l'usine. Fondée en 1921, elle est de tendance anarcho-sindicaliste et très liée à la FAI (**Federacion Anarquista Iberica**). Après s'être affrontée à Barcelone, en 1937, aux côtés du POUM (**Partido Obrero de Unificacion Marxista**) aux communistes et aux gouvernementaux, la CNT finit par rentrer dans le rang de l'unité anti fasciste.

A la fin de la guerre civile, les directions des deux centrales se retrouvent exilées à Toulouse, coupées par de longues années de la réalité espagnole. A l'intérieur, leurs militants se replient dans la clandestinité, pourchassés sans merci par la dictature fasciste pour qui la destruction de tout mouvement ouvrier organisé est un objectif prioritaire.

La période de l'après-guerre est marquée par un repli généralisé du mouvement syndical. Il doit faire face à l'Etat fasciste, au syndicat fasciste, à l'interdiction des droits d'association, de réunion, de manifestation, de grève.

la clandestinité

Le mouvement ouvrier, bien qu'il parvienne à s'exprimer dans les luttes d'autant plus exemplaires qu'elles sont féroce réprimées (grèves du textile à Barcelone en 1946 et 1947, grève générale en Biscaye le 1er mai 1951 à Barcelone...) s'enfoncent de plus en plus dans la clandestinité. L'atomisation qui en résulte fait apparaître, au cours des années 1950-55 des groupes nouveaux, très localisés le plus souvent, sans relation directe avec le mouvement ouvrier traditionnel.

Au cours des années suivantes, un certain nombre de tentatives se développent qui ont pour but de restructurer le mouvement syndical. Le PCE essaie de mettre sur pied l'OSO (**Organizacion Sindical Obrera**). Des militants chrétiens, issus en particulier de la JOC, forment l'USO (**Union Sindical Obrera**). Aconfessionnelle, socialiste, favorable au pluralisme syndical, l'USO noue très vite des liens avec le PSOE. Elle participe, avec des militants venus de l'UGT et de la CNT, au lancement de l'ASO (**Accion Sindical Obrera**) inspirée et appuyée par les syndicats réformistes européens dans l'espoir de créer un grand syndicat réformiste dont seraient exclus les communistes. L'alliance syndicale ouvrière naîtra d'une scission de l'ASO. L'USO sera également à l'origine du FSD (**Fronte Sindical Democrática**) mort-né lancé avec des représentants de l'UGT, de la CNT, du PSOE et de syndicats chrétiens.

Toutes ces tentatives, qui font une trop large place à des préoccupations organisationnelles et politiques extérieures à l'entreprise, sont vouées à l'échec. Ce n'est pas autour d'elles que naîtra le nouveau mouvement syndical espagnol.

les assemblées générales

A partir des grandes grèves de 1962, la classe ouvrière espagnole a su développer, malgré des conditions rendues très difficiles par la répression franquiste, de nouvelles formes de lutte et d'organisation que l'on connaît sous le nom de commissions ouvrières.

Il s'agit en réalité d'un mouvement qui s'articule autour des assemblées générales dans les entreprises. Ce mouvement s'est développé dans un premier temps au coup par coup, à l'occasion de chaque conflit, chaque

lutte donnant lieu à la naissance d'une structure unitaire. D'abord impulsé par la fraction de la classe ouvrière qui était la plus méfiante vis-à-vis des manipulations bureaucratiques des petits appareils politiques subsistants, le mouvement s'est généralisé.

Chaque lutte importante est l'occasion d'assemblées générales (FASA - Renault - SEAT,...) dans lesquelles les travailleurs définissent eux-mêmes les objectifs à mettre en avant, la tactique à suivre et les moyens d'action à mettre en œuvre. Les travailleurs élisent alors démocratiquement des délégués chargés de les représenter sur la base des décisions prises collectivement. Il est remarquable que ce mouvement qui se développe à la base débouche, à partir de revendications concrètes, sur des mobilisations à caractère nettement politique. Salaires, conditions de travail, réintégration des licenciés, libertés syndicales, droit de réunion, droit de grève, amnistie générale, abolition de la peine de mort, droit à l'enseignement se retrouvent dans les plates-formes revendicatives établies collectivement.

la reconstruction

Ces commissions ouvrières deviennent peu à peu permanentes et se regroupent sur le plan local, comme par secteurs. Elles sont évidemment le lieu de luttes d'influence entre les forces politiques du mouvement ouvrier, pour qui il est important de ne pas rester à l'écart de ce mouvement. Ceci est normal et sain. Mais un des grands dangers auxquels doit s'attendre à faire face le mouvement des commissions ouvrières est que les formes de démocratie à la base qu'il a réussi à développer ne succombent aux luttes d'appareils dont on peut prévoir le développement : par la place qu'elles occupent dans la classe ouvrière, les commissions sont déjà, et deviendront de plus en plus, l'enjeu et le champ de luttes politiques importantes entre le PCE, le PSOE, et l'extrême-gauche.

A travers le mouvement des commissions ouvrières, la classe ouvrière espagnole a réussi à se donner de nouvelles structures unitaires après la longue marche à travers le fascisme. Il reste à ce mouvement à se coordonner et s'affermir. Ce qui pourrait être, dès que les circonstances le permettront, l'objet d'un congrès des représentants des assemblées et commissions où seraient discutées les expériences de démocratie directe, la consolidation et la coordination des structures de bases et leurs relations avec les organisations politiques et, pourquoi pas, syndicales. Une telle initiative pourrait être de nature à achever la reconstruction du mouvement ouvrier syndical en Espagne.

Alain NOEL ■

Portugal

Les grandes manœuvres de l'extrême droite.

Recrutement de mercenaires pour la formation du Groupement d'Intervention Militaire (AMI) ; distribution de tonnes d'armes aux commandos ; loi contre les armes individuelles... Le sixième gouvernement prépare le terrain à la contre-révolution. Ce qui n'est pas sans poser des problèmes au sein du PS (où une gauche s'organise) et même au sein du conseil de la révolution (où des hommes comme Melo Antunes font pression pour que le PS rompe son alliance avec le PPD). Des voix (comme celle de Cesar Oliveira dans O Jornal) se font entendre qui préconisent une nouvelle alliance PS-PC-MFA. « En bas », même si le mouvement des masses semble avoir subi un léger recul, on sait que rien d'essentiel n'a encore été perdu. Mais la droite s'organise, avec pour échéance le 11 novembre, jour de l'indépendance de l'Angola...

L'attention que portent, à juste titre, les militants révolutionnaires aux affrontements entre (vrais et faux) partisans du socialisme, fait oublier quelque peu les agissements de la vraie droite et de l'extrême droite. La sous-estimer serait grave. Toute situation révolutionnaire polarise les positions. On a vu au Chili les Démocrates-chrétiens — au nom de l'humanisme — prêter main forte à Pinochet. On voit au Portugal le très « social-démocrate » PPD (c'est lui qui dit l'être...) annoncer, par la voix d'un de ses principaux dirigeants, qu'il est « prêt à armer 50 000 hommes ».

Mais derrière ces « fanfaronnades », il y a des organisations « sérieuses » qui travaillent dans l'ombre. On en connaît au moins deux : l'ELP, soi-disant « armée de libération du Portugal », formée en Espagne essentiellement avec d'ex-membres de la PIDE (police politique salazariste). Cette organisation a monté quelques attentats, mais ne semble pas devoir être autre chose qu'une « troupe de choc » utilisable par d'autres. Ces « autres », c'est surtout le « Mouvement démocratique de libération du Portugal » (MDLP), dirigé par l'ex-général. Cette organisation peut se vanter d'avoir de nombreux appuis. Et pas des moindres. N'est-ce pas Giscard d'Estaing qui a permis à Spínola de parader pendant plusieurs jours au quinzisième étage de l'Hôtel Hilton, à Paris, où il a reçu tout ce que l'ancien Portugal compte de rescapés ?

La politique du MDLP est — comme on le voit dans les fac-similés publiés ci-contre — subtile et donc dangereuse.

Spinola attaque Cunhal (« fonctionnaire de Moscou et des services secrets soviétiques ») mais traite l'extrême gauche d'« irresponsable ». Tout en appelant les Portugais à organiser leur « auto-défense » sur la base du quartier, le MDLP reprend à son compte les mots d'ordre du PS : « Pour un gouvernement qui respecte la volonté du peuple exprimée par les élections » ; « L'administration locale pour la majorité électorale », etc...

Alors : « Ni fascisme, ni communisme », crient nos démocrates ! C'est, en effet, toujours au nom de la « démocratie » que l'on assassine les travailleurs.

M.N. ■

dans les quartiers et les villages, le pouvoir populaire...

Dans quelques jours, l'Angola sera indépendant. Le MPLA qui doit faire face aux offensives conjuguées du FNLA et de l'UNITA, s'efforce de préparer cette échéance. La mobilisation générale a été décrétée. Nous avons demandé au représentant officiel du MPLA à Alger de faire le point sur la mise en place des organes de pouvoir populaire.

TS : Comment sont organisées les zones contrôlées par le MPLA ?

Réponse: C'est un long processus qui s'était engagé déjà à l'époque du gouvernement tripartite. Ainsi l'organisation des quartiers populaires, sous la forme de commissions de quartiers était diversement appréciée par les différents mouvements. La position de l'UNITA, c'était de demander à la population de ne pas reconnaître d'autre pouvoir que celui des mouvements de libération et des forces armées portugaises ; elle ne reconnaissait, de l'aveu même de Jonas Savimbi, aucune forme de commissions de quartier. Par la suite, l'UNITA a tenté de constituer des « comités de la paix » fantoches qui ont été dénoncés car s'y étaient joints des anciens membres de la PIDE.

Pour le FNLA, ces procédés visaient à « désorienter les forces populaires par la constitution d'assemblées manœuvrées par des agitateurs qui ne sont pas de vrais Angolais ». Enfin pour le MPLA, il s'agit bien sûr de la défense du pouvoir populaire, instrument d'une démocratie réelle qui fera la différence avec le pouvoir colonial. Nous sommes contre l'oligarchie. Nous sommes contre l'oppression. Le peuple doit participer directement au pouvoir après redistribution des richesses et abolition du travail forcé. Les commissions de quartier, et tous les organes de pouvoir populaire ne sont pas des émanations du MPLA : ils englobent toute la population d'une localité, d'une entreprise, etc, et prennent en charge tous leurs problèmes immédiats. Les commissions de quartier ont déjà permis d'améliorer la production



gne : il y a des coopératives dans les villages agricoles et dans les plantations. Nous avons hérité du colonialisme une « loi des terres » qui protégeait les intérêts des colons. Dès que le gouvernement a été à majorité angolaise, il a fallu remettre cela en question : nous savions bien comment, au Nord surtout, les paysans avaient été chassés par les grandes compagnies portugaises ou étrangères, avec la bénédiction d'une loi et d'un cadastre faits sur mesure. Une toute autre loi des terres a été proposée dans le cadre du gouvernement provisoire. La loi de terres du MPLA vise à permettre de nourrir le pays et d'assurer le minimum vital à l'ensemble de la paysannerie. L'affaire était délicate : il ne fallait pas détruire l'outil de production, ni dérégler les circuits ; il fallait tenir compte des conditions locales très différentes — grandes propriétés ou petites propriétés parcellisées, ou enfin propriétés collectives indivises... Et trancher chaque fois en cas de conflit dans l'intérêt supérieur des populations. Comme la plupart des étrangers quittent actuellement l'Angola, il faut également se préparer à prendre leur suite. Cette réforme de la loi des terres est le point de départ, le nœud de toutes sortes d'autres réformes. Une nouvelle définition de la propriété privée est ainsi progressivement trouvée en même temps que nous fixons un programme de production pour les années à venir.

et la distribution des biens de première nécessité (sous la forme de coopératives de consommation notamment) ; ils ont permis de mieux organiser les services de santé, les écoles, et de former des comités populaires d'auto-défense. Dans ce dernier cas, il s'agit du peuple en armes, prêt à défendre les acquis de la révolution.

TS: Quelle forme prend l'organisation des campagnes et comment a été attribuée la terre?

R: Le peuple organisé, ce n'est pas seulement dans les villes, dans les quartiers, ou dans les entreprises, c'est aussi la campa-

Soutien au MPLA

Meeting organisé par le Moscagam salle Lancry à Paris le 13 novembre, à 20 H30

Avec la participation d'un responsable du MPLA et la projection du film « Angola, guerilla du peuple ».

Sejam é URGENTE.

ORGANIZAR AS FREGUESIAS EM AUTO-DE-FEZA QUANDO OUVIDES OS SINOS DA TUA FREGUESIA COM AS ARMAS QUE TIVERES: CAÇADEIRAS, PISTOLAS, FUSILAS, ETC.

A CAPACIDADE DE ATAQUE ESTÁ A CARGO DAS "B.A." (AS) CONSTITUÍDAS POR COMBATENTES CIVIS.

ELEMENTOS DAS "B.A.T." VÃO AJUDAR-TE A ORGANIZAR A TUA FREGUESIA.

POR UM GOVERNO QUE RESPEITE A VONTADE DO POVO EXPRESSA NAS ELEIÇÕES.

Chega a hora de lutar e vencer!

O POVO ACORDOU!...

... aguenta mais esta quadrilha de saltadores. FORA, MAS DE UMA VEZ PARA SEMPRE... Queremos: PÃO, PAZ e JUSTIÇA e isto só é possível neste momento, com o GENERAL SPÍNOLA, à frente dos destinos da NOSSA PÁTRIA.

REGRESSA SPÍNOLA!...

MOVIMENTO DEMOCRÁTICO DE LIBERTAÇÃO DE PORTUGAL

Le marché de dupes



La récolte de blé ne sera pas bonne en 1975 en URSS. Le 9ème plan quinquennal prévoyait une production de 215 millions de tonnes. Il semble qu'en réalité elle ne dépassera pas 170 millions de tonnes. Echec des hommes du Kremlin, qui se montrent incapables de nourrir la population soviétique ou mauvaises conditions atmosphériques ? Là n'est pas la question. Elle se situe plutôt au niveau de l'accord que Soviétiques et Américains viennent de signer pour cinq ans : 6 millions de tonnes de céréales contre 10 millions de tonnes de pétrole russe. Non seulement, cette histoire fait entrer l'URSS en concurrence directe avec les pays arabes qu'elle soutient officiellement sur le plan politique, mais aussi elle renforce la coexistence pacifique des deux blocs capitalistes, le capitalisme privé et le capitalisme d'Etat. Elle confirme par la même occasion l'interdépendance de ces deux types d'économie, basés essentiellement sur une politique de croissance et de développement.

La commission nationale agricole du PSU ■

Blé américain contre pétrole russe... une vieille histoire. En 1972 déjà, année noire pour la production alimentaire mondiale, des conditions atmosphériques déplorables entraînent de mauvaises récoltes de céréales dans plusieurs pays dont l'URSS, l'Inde, l'Asie du sud-est, l'Australie et le Sahel. Devant cette situation, des grands exportateurs de céréales (mais gros gaspilleurs d'énergie) comme les USA, la CEE et le Canada, font fléchir volontairement, dans un but purement intéressé, la production alimentaire mondiale. Une baisse de 33 millions de tonnes, (soit un montant égal à celui des achats totaux du tiers monde) est enregistrée.

Manœuvre habile et spéculative de la part des Etats-Unis qui favorise une hausse vertigineuse des prix de ces aliments de base pour 70 % de l'humanité. Des aliments particulièrement recherchés par les pays en voie de développement dont l'alimentation laisse à désirer depuis que le système impérialiste a imposé sa division internationale du travail. En effet, avant la deuxième guerre mondiale, ces pays avaient des exportations nettes de céréales. Depuis, ils sont devenus de gros importateurs. Certes, ils ont connu pendant la période coloniale puis néo-coloniale une certaine croissance, mais pas un véritable développement.

Sacrifiées

Cette croissance a été celle des régions « intéressantes », soit les régions productrices de produits recherchés par les métropoles impérialistes. Les pays occidentaux n'ont pas hésité à bouleverser radicalement les données agraires de ces pays en les orientant exclusivement sur la production de denrées alimentaires indispensables à leur essor industriel. Ainsi les cultures vivrières ont été sacrifiées au profit des cultures extensives (coton, arachides), ce qui a fait reculer la jachère des cultures traditionnelles (céréales). De tels produits cultivés sous l'unique loi du profit ont perturbé d'ailleurs bien des équilibres en rapport avec la fertilité des sols. Ils sont à l'origine entre autre raison de la sé-

cheresse qui a touché tous les pays de l'Afrique de l'Ouest.

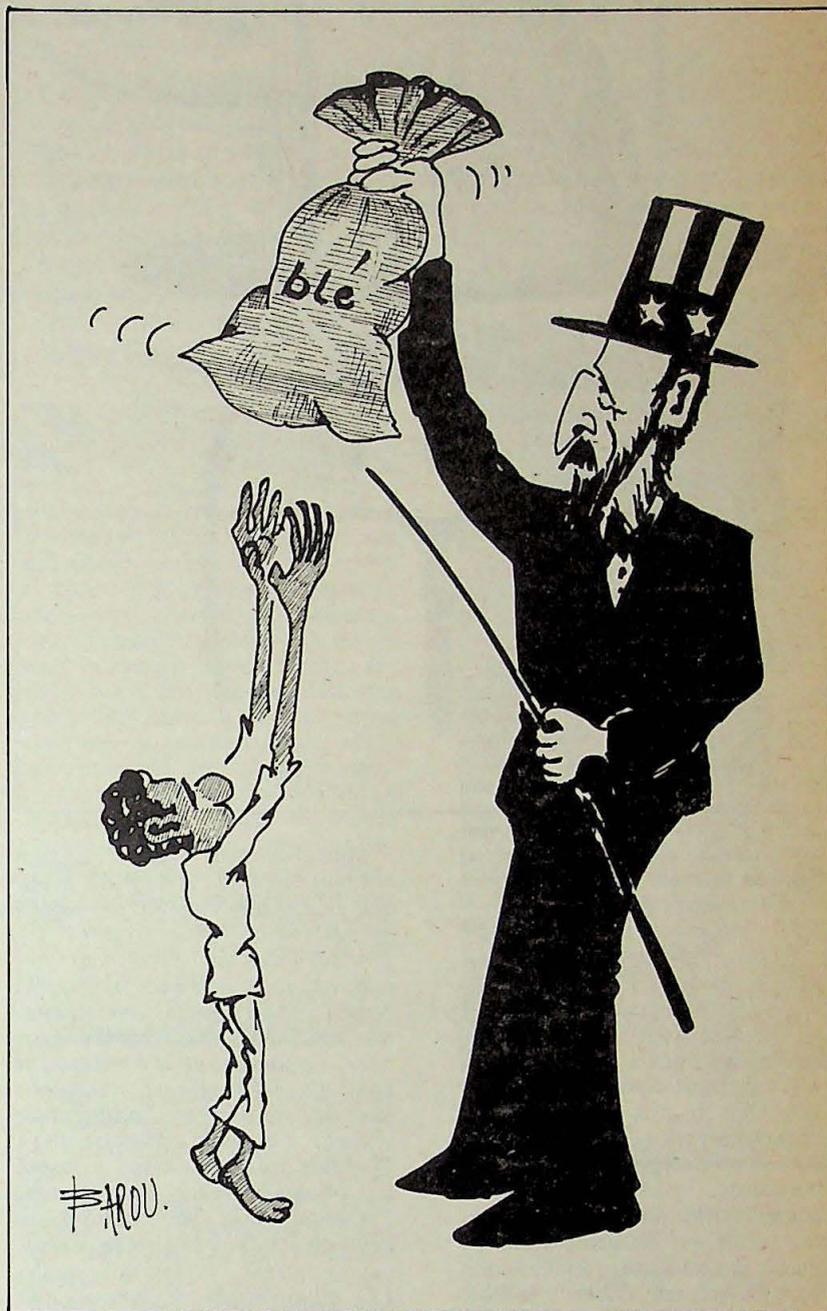
Aujourd'hui, les pays du tiers-monde paient très cher la main mise de l'impérialisme américain sur leur agriculture. En effet, un pourcentage assez élevé de leur population est affecté par de grandes carences nutritives. Sur 97 pays de ce groupe, 61 souffrent d'un net déficit alimentaire. En Extrême-Orient, au Proche-Orient et en Afrique, 20 à 25 % de la population souffrent d'une dénutrition sensible tandis que la famine frappe environ 400 millions de personnes. Aussi ces pays en voie de développement, parfois gros producteurs de pétrole, échangent leur richesse — l'or noir — contre des quantités relativement importantes de denrées alimentaires.

Raréfaction

Mais « l'étranglement » que font peser sur eux les pays industrialisés ne facilite pas les choses. Ce qui faisait dire récemment au Président Boumédiène : « Les pays pétroliers mangent une partie de leur pétrole au lieu de l'investir ». En effet, les importations de produits agro-alimentaires de l'Algérie représentent environ le tiers des devises tirées des exportations pétrolières.

La conjoncture mondiale est d'ailleurs à une raréfaction des stocks de denrées alimentaires sur le marché mondial, et à une hausse du prix de ces denrées. Le problème des céréales devient donc particulièrement crucial ; d'autant que toutes les régions du monde — à l'exception de l'Amérique du Nord, de l'Océanie et de l'Argentine — sont déficitaires. Les céréales exportables sont de plus géographiquement aussi concentrées que le pétrole, et l'Amérique en est le principal fournisseur pour les pays en voie de développement. Les produits alimentaires : céréales, sucre et protéines deviennent donc bel et bien aujourd'hui des produits stratégiques du développement mondial.

La signature de l'accord américano-soviétique, voici quelques semaines, ne fait que confirmer cette donnée. Elle



renforce même la position des Etats-Unis.

Les surplus de blé américain n'étaient jusqu'alors qu'une arme de chantage politique à l'encontre des pays du tiers-monde affamés. Ils deviennent aujourd'hui une arme économique « opérationnelle » dans les relations entre puissances industrielles développées. La meilleure preuve en est la petite note qui accompagne l'accord signé entre les deux grandes puissances et qui

concerne le cas — éventuel — où la récolte américaine totale serait inférieure à 225 millions de tonnes supplémentaires. Sans nul doute, par ce biais, le gouvernement américain s'est réservé un ultime moyen de pression, « au cas où ... » ; car comment les Soviétiques pourraient-ils contrôler les chiffres de la production américaine et vérifier l'exactitude des statistiques « made in USA » ?

Marc DRONNE ■

Liban

empêcher un nouveau Septembre Noir

Les affrontements qui se déroulent depuis plusieurs mois au Liban peuvent être lourds de conséquence. Le Liban, plaque tournante des intérêts capitalistes au Proche-Orient, jouait un rôle très important, grâce à sa « neutralisation » à l'égard des conflits israélo-arabes, dans la stratégie impérialiste dans cette région.

Le développement de la lutte des classes au Liban, lié à l'aggravation de l'état de misère des masses populaires, et le développement des mouvements de gauche dans ce pays risquaient de mettre fin à cet équilibre si profitable à Israël et aux Etats-Unis. La réaction libanaise a réagi. Grâce aux organisations para-militaires qu'elle a constituées de longue date, elle a lancé une offensive qui vise à liquider à la fois les forces populaires libanaises et la résistance palestinienne qui leur a

apporté son soutien. Sous le couvert d'un « conflit religieux », brandissant la menace de la partition pour effrayer la petite et moyenne bourgeoisie musulmane, elle prépare la guerre civile et l'élimination brutale de toutes les forces progressistes présentes dans le pays, au profit des intérêts impérialistes.

Nul ne peut rester indifférent devant cette menace. Il faut empêcher un nouveau Septembre Noir. Il faut empêcher l'écrasement du mouvement populaire libanais. Le PSU appelle les travailleurs français, leurs organisations politiques et syndicales, toutes les forces progressistes, à s'opposer à la menace qui pèse sur la résistance palestinienne et la gauche libanaise.

Le Bureau national du PSU ■

Actuel, c'est fini...

strument de profit phénoménal. Avant Actuel, le terme écologie n'existait pas en France ; on a d'abord tiré « Beuaark ! », maintenant, il y a Le Sauvage, La Gueule ouverte. C'est devenu un thème évident ».

Pourquoi, cette usure des idées ? Tout avait-il été vraiment dit ? Est-ce la fin du marginalisme ? Actuel a mis le doigt sur le phénomène « récupération » : la libération sexuelle, l'écologie, le rock sont des thèmes que le pouvoir peut digérer, s'ils ne sont pas reliés par un projet global de transformation. « Actuel a accompagné un mouvement de transformation des mœurs. Nous avons jeté, ramassé un certain nombre d'idées, repéré les expériences. Nous n'avons jamais dit : « Fumez un joint ! ». Mais : « Regardez et réfléchissez ». Actuel n'était pas un journal politique, mais on en parlait. Nous avons refusé la théorie comme on en fait en France, c'est-à-dire : « Il y a la ligne juste... ». Actuel ne sortait pas d'un certain milieu ; c'était une soupe, chacun a ressorti sa carotte ».

Actuel a ainsi, cristallisé tout un mouvement éclaté, des sensibilités larges. Mais sans liaison réelle avec le mouvement social. « La marginalité a une fonction : la créativité. Mais ce n'était pas une solution sociale. Le marginal, c'est le jeune désocialisé qui quitte sa famille. C'est l'apprenti qui ne prend pas sa place à l'usine. C'est l'expression de la désocialisation ».

L'extrême gauche a-t-elle compris cette situation fluide et mouvante qui se développait ? « Il y a eu un cléralisme d'extrême gauche. Aujourd'hui la base de l'extrême gauche est plus proche de nous que des dirigeants. Voyez l'évolution de Libération. Il y a quelques années, la CDP nous au-

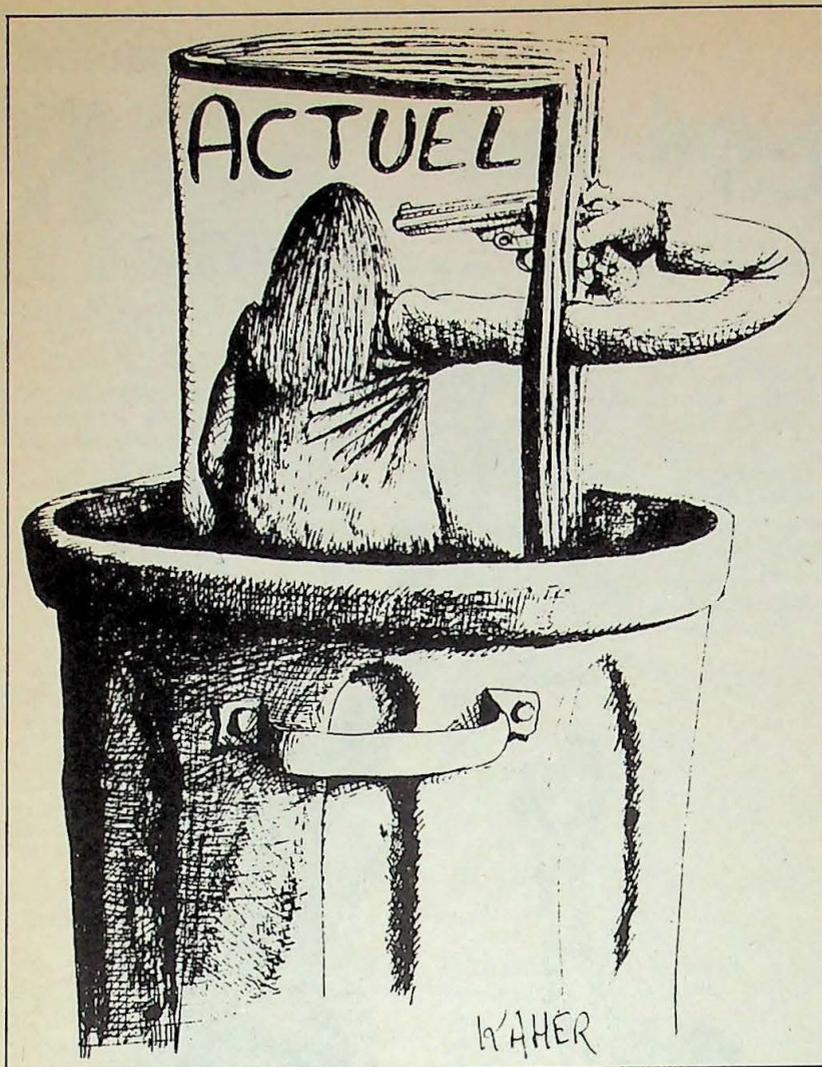
rait fusillés... Le militant est sinistre ; le militant pense en terme « d'universel » ; il réduit. Il y a une fausse transparence dans la politique qui n'est pas la vie. Nous ne sommes pas de ceux qui opposons « militant » à « déviant ». Le militant « curé », la normalité militante qui taxe toute « dérive » comme fuite de la réalité entretient un certain marginalisme. La critique de la vie quotidienne, de l'individu — compris au sein d'un parti — est nécessaire... « Nous ne sommes pas désireux de nous « emparer » de l'Etat, mais du monde ».

Comment Actuel envisageait-il cette fusion entre « le politique » et la « contre-culture » ? « Il n'y a pas de fusion possible. Le mouvement culturel ne se recoupe jamais complètement avec le mouvement politique. Il est indéterminé. Il continue avec sa force autonome. Il n'y a pas de mouvement social unifié. Sinon on est conduit directement au parti, à la terreur ».

Aujourd'hui, que se propose Actuel ? « Il faut faire un certain nombre de choses positives. Faire le tri. Après la critique négative, passons au positif. Avant on disait « A bas le béton, les HLM » : c'était une révolte brute et fruste. Les HLM ne sont pas destructibles techniquement. Aujourd'hui il faut loger les gens et organiser l'espace »...

Cette solution sociale que recherche Actuel est la marque de la présence, de la puissance du mouvement ouvrier sur tout le mouvement social et culturel. Mais il y a un risque : cette recherche du « positif » à tout prix, pour sortir du « gauchisme-underground », n'est-ce pas la pente irrésistible qui mène à une sorte de réformisme paré aux couleurs de « l'après-underground »

Propos recueillis par Charlie NAJMAN ■



Actuel, c'est fini ! L'équipe du journal, dans son dernier numéro d'octobre, proclame : « Nous ne sommes pas des professeurs en underground qui prêchent jusqu'à l'épuisement de leurs corps d'inépuisables évangiles ». Actuel, depuis cinq ans, parcourait le chemin de la contre-culture, puisait dans les nouvelles idées nées de mai 1968, dans les nouvelles pratiques sociales, les nouveaux comportements anti-autoritaires, anti-hiérarchiques. Aucune institution n'avait été épargnée : école, prison, armée, justice, police... Aucun groupe social spécifique n'avait été oublié : jeunes, femmes, homosexuels... Actuel aujourd'hui nous questionne, nous interroge. Même et surtout lorsqu'il se saborde.

Michel-Antoine Burnier, ancien militant de l'UEC et du PSU, explique : « Les idées qui ont fait Actuel ne passent plus par la marge. Ce sont des idées qui ont fait leur chemin, qui sont devenues publiques. Actuel c'était, pour les gens, les petites annonces, ou les bandes dessinées. Le journal était terriblement situé. Les idées se sont incarnées ; elles ont été déviées. La libération sexuelle a conduit à Histoire d'O ; Play-Boy, aux Etats-Unis, a amené un bouleversement des mœurs. Présenter des filles demi-nues, demi-objets dans la grande presse, cela a servi la révolution sexuelle. Les mouvements de femmes, en quinze ans, ont permis Histoire d'O. Le rock, rencontre d'une musique de banlieue ouvrière et d'une tradition de pionniers, est aussi un ins-

P.S.U. - Documentation

Vient de paraître

N° 96 / 97 Le syndicat de la magistrature F. 4.00

Numéros disponibles :

N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse	2.00
N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes	2.00
N° 26 Rosa Luxemburg	1.00
N° 27 - 28 La crise du système monétaire international	2.00
N° 42 - 43 - 44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université	3.00
N° 51 Le recrutement	1.00

N° 52 - 53 - 54 Quand les patrons vont à l'école	3.00
N° 56 - 57 Sionisme et libération	4.00
N° 70 - 71 - 72 Coopération du néo-colonialisme	4.00
N° 75 - 76 - 77 Le PSU Dossier d'Accueil	4.00
N° 78 - 79 Sur la Question agraire	3.00
N° 85 Le PSU analyse le rapport Sudreau	2.00
N° 86 - 87 - 88 Le chômage sous produit du capitalisme	6.00
N° 89 - 90 - 91 Militier contre le militarisme fascicule 1	6.00
N° 92 - 93 Une section du P.S.U. à PARIS	4.00
N° 94 - 95 Militier contre le militarisme, fascicule 2	4.00

Abonnement 20 n° F. 30.00

A adresser à :

Editions Syros 9, rue Borromée, 75015 Paris C.C.P. 19 706 28 Paris

librairie Liste n° 5 Editions Spartacus

— CAPITALISME & LUTTE DE CLASSES EN POLOGNE 1970-71	Information Correspondance Ouvrière	25
— LES ENFANTS DU PROPHETE. J. Roussel	Histoire du Mouvement Trotskyste en France	10
— GUERRE DE CLASSES EN ESPAGNE. C. Berneri		4
— PORTUGAL. L'AUTRE COMBAT	Classes & Conflits dans la Société	22

— LES TROIS SOURCES DU MARXISME. Karl Kautsky	5
— FASCISME BRUN, FASCISME ROUGE. Otto Rühle	10
OTTO RÜHLE & LE MOUVEMENT OUVRIER ALLEMAND	13 50
— PARTI / ETAT. STALINISME & REVOLUTION. G. Munis	1 800
— BORDIGA, LA PASSION DU COMMUNISME	
— 1848-1905 ETAPES DE LA REVOLUTION.	
Maurige Dommanget - Rosa Luxemburg	13
Prix total réel	120 50
NOTRE PROPOSITION : F.100 franco.	
Adresser commande accompagnée du règlement à :	
EDITIONS SYROS. 9 rue Borromée. 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS	



ie vins vous causer de la Gran'Côte, et du maire de Lyon « Zizi Béton ». Ça vous intéresse pas? Et vous, avec votre télé nationale? vous croyez que ça nous intéresse, nous, votre trou des Halles, vos embouteillages sur le périphérique? Alors, pour une fois qu'on vous parle du pays, venez nous voir! Comme ça vous ne mourrez pas idiots! »

benoist mary story

on n'a jamais tant parlé du théâtre populaire que depuis qu'on n'en fait plus... Alors, ohé, habitants de Paris, pour une fois qu'il y'a, dans vos murs, un vrai spectacle populaire de qualité, vous n'allez quand même pas manquer ça... (1).

La place m'est chichement mesurée, pour vous dire tout le bien qu'il faudrait pouvoir dire de **Benoist Mary Story**, monté au théâtre Mouffetard par Christian Capezzone, venu tout exprès de Lyon après un an de succès dans cette ville : la décentralisation enfin dans le bon sens!

Alors, je vous le dis très vite : si vous n'allez au « spectacle » que trois fois dans l'année, il faut aller voir cette **Benoist Mary Story**. Toutes affaires cessantes. A partir d'extraits de monologues de Benoist Mary, (qui fut un chroniqueur lyonnais de la « Belle Epoque »), entrecoupés d'improvisations féroces et joyeuses sur l'urbanisme du béton vu par le maire de Lyon, « Zizi » Pradel, Capezzone campe un extraordinaire personnage de vieille femme de ménage montée à Paris. Avec un génie comique à faire pâlir les ternes Jacques Martin ou même les Dufilho. Du grand art, pour de bon, au service d'un langage populaire d'une verdeur, d'une drôlerie, d'une poésie authentiques, au service d'un accent savoureux vécu et non pas imité. L'accent, le langage qui furent ceux des canuts, des soyeux, des veloutiers de la fin du siècle dernier. Du comique dont enfin on n'a pas honte. Une forme de critique sociale où la dérision fasse enfin vraiment rire.

Courez, amis de Paris. Et vous aussi, amis de Lyon qui auriez manqué ce spectacle chez vous. Courez encourager ce travail exceptionnel, obstinément ignoré par les critiques de la « grande presse » et par les distributeurs de subventions officielles... Je vous fiche mon billet que vous ne le regretterez pas.

(1) **Théâtre Mouffetard**. Du mardi au samedi à 22 h. Jusqu'au 3 novembre, toutes places à 15 F. Après ce sera 25 F avec prix réduits pour lycéens, comités d'entreprise (10 F) et étudiants (15).

utopie et fascisme

* Avec Utopia Luca Ronconi continue la description de la société qui, à un moment de notre histoire, a laissé naître le fascisme. Cette description, Ronconi l'avait commencée avec XX (cf TS 29 avril 1971) dans un grand bâti de bois (20 salles, où les comédiens étaient livrés au public) à l'intérieur du Théâtre de l'Odéon. Il la poursuit aujourd'hui dans un immense hangar où, entre deux rangées de spectateurs, les vraies voitures peuvent rouler, se poursuivre, où une route se construit, où des personnages courent à la poursuite de leurs rêves que de grands portants de bois aux rideaux épais incessamment effacent, leur donnant tout leur caractère de rêves dérisoires. (1).

Ronconi ne se sert pas d'Aristophane, comme la plupart des metteurs en scène d'aujourd'hui, pour faire de ses pièces — pessimistes sous le rire — le support d'une dénonciation politiquement positive (défense de la paix, du droit politique des femmes...) : mais, en saisissant son œuvre dans son ensemble, il pratique une dénonciation de la dénonciation : « Aristophane est un auteur réactionnaire, dit-il, un nostalgique des bonnes mœurs, de la propreté, de l'ordre. Un

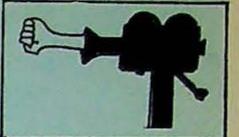
de ceux qui soupirent : notre ville n'est plus ce qu'elle était. Ses personnages redoutent toute évolution, cherchent seulement un endroit où ils pourraient vivre tranquilles. Ils veulent aller vers la liberté, mais appartiennent à une société qui ne leur permet que les évasions du rêve. »

Et cette société, que Ronconi a fixée par l'image vers les années cinquante, au moment où les forces du fascisme en Italie relèvent la tête, défilent devant nous : bourgeoises snobs, prêtes à épauler toutes entreprises pas dangereuses, politiciens roublards, petits idéalistes vite réfugiés dans les bras des puissants, matrones pour qui liberté est synonyme d'asservissement de l'époux... La description est cruelle, brillante ; les acteurs italiens dessinent les forces en présence par le costume et la tenue dans l'espace scénique — une expression directe, brutale, une hypertrophie du vrai. Pour nos oreilles françaises, le texte italien paraît parfois un peu long. Mais la mise en scène relance l'intérêt, trouvailles après trouvailles.

Dominique NORES ■

(1) Hall de la Pinède, du Parc Floral de Paris.

le porno et la vertu



Deux attitudes opposées coexistent actuellement face à la vague d'érotisme (ou de pornographie : distinction dans laquelle nous n'entrerons pas) : l'enthousiasme débridé et inconditionnel ou le refus moralisateur au nom des grands principes. Ces deux attitudes, souvent quasi fanatiques, masquent chacune une partie du problème, la première estimant que la représentation d'actes sexuels au cinéma est libératrice en soi, la seconde que la pornographie ravale l'homme au rang de la bête (déclarations de Jean Foyer et autres Royer).

L'explosion du cinéma pornographique, et en particulier du **hard-core**, où les actes sexuels se déroulent réellement, en gros plans, devant la caméra, (par opposition au **soft-core**, où les actes sexuels n'étaient que simulés), correspond partiellement à la levée de l'hypocrisie qui régentait les films. Tout le sexuel était occulté, refoulé, exclu du cinéma autre que spécialisé. Dans le cinéma hollywoodien en particulier (westerns, drames psychologiques), les rapports entre le héros et l'héroïne se déroulaient sur fond de soleil couchant et les cinéastes recouraient à l'ellipse lorsque l'« irréparable » devait avoir lieu. Un pas important a donc été franchi lorsque le cinéma a osé aborder, de front la sexualité.

deux refoulements

Mais il ne suffit pas de montrer des sexes en érection, en action, par devant, par derrière, de parcourir la gamme des positions et des possibilités pratiques pour parvenir à un cinéma révolutionnaire et libérateur. Dans leur immense majorité, ces films véhiculent une idéologie profondément réactionnaire, qu'il s'agisse des films français à petit budget de Benazéraf, Michel Lemoine, ou Jean-François Davy, de films suédois ou danois dénaturés par un nouveau montage, un doublage aberrant, ou d'œuvres plus ambitieuses comme **Emmanuelle** ou **Histoire d'O**.

Réactionnaires en ce sens qu'elles font l'apologie du capitalisme : le sexe est l'apanage de la classe bourgeoise et sert à masquer tout autre discours, toute autre revendication. Il s'agit d'une adaptation historique à une période de crise. On est passé du refoulement de l'instance sexuelle au refoulement de l'instance politique. On admet la sexualité au cinéma, mais sans rien changer, en laissant cette sexualité à l'état de phantasme, sans lui donner les moyens ni de se concrétiser, ni, surtout, de se modifier.

Bien au contraire, ces films renforcent l'image de la femme objet sexuel. On ne nie plus sa sexualité (comme le faisaient les films de type hollywoodien, ou comme le font encore les bien-pensants de droite), mais on la réduit à une sexualité fonctionnelle : la femme n'a droit au plai-



sir qu'en tant que ce plaisir décuple celui de l'homme. Ainsi dans **Gorge profonde**, l'héroïne découvre-t-elle le plaisir avec l'art de la fellation. Et, souvent, elle est même châtiée du plaisir qu'elle prend : voir les relents de christianisme et de péché qu'exhale **L'Enfer pour miss Jones**.

Dans le film français **Exhibition**, la porno-star Claudine Baccarie, déclare — et elle n'est pas la seule — se refuser à jouir avec ses partenaires de cinéma, réservant l'orgasme à ses seuls rapports avec son ami de cœur. Comme quoi la fausse libération des femmes fait bon ménage avec le sentimentalisme. Tout le cinéma porno tend à transformer les femmes en putains : efficaces, fonctionnelles, et asservies aussi bien sexuellement qu'économiquement.

à cor et à cri

Si le porno actuel est donc néfaste d'un point de vue strictement idéologique et politique, il l'est aussi d'un point de vue économique. Envahissant le marché avec des films pas chers, bâclés, dont la rentabilisation est rapide, ils empêchent la diffusion voire l'existence de films plus ambitieux, remettant en cause le système politique ou idéologique de notre société.

à suivre

le porno et l'Etat...

Ce n'est évidemment pas pour cette raison que le gouvernement a proposé des mesures discriminatoires à l'égard du cinéma porno mais, démagogiquement, pour satisfaire des électeurs mécontents de n'avoir plus le choix, en particulier en province, qu'entre un film porno et... un film porno. La seule solution logique, en économie capitaliste, est de taxer ce qui marche. Nous ne sommes plus au Moyen-Age et Giscard est un technocrate. Le porno étant rentable, on a décidé la « suppression de l'aide automatique », ainsi appelée parce qu'elle est perçue automatiquement par tout producteur mettant en chantier un nouveau film, et calculée sur la base des recettes effectuées par son film précédent. Cet argent est obtenu par prélèvement sur le prix du billet d'entrée. L'Etat n'en étant que le gérant. Il s'agit donc d'un autofinancement de la profession, et cette suppression de l'aide automatique pénalise tout producteur obligé, pour se « remettre à flot », de faire un film porno après un film d'auteur.

Réunie récemment pour adopter les recettes du budget, l'Assemblée nationale s'est prononcée pour un certain nombre de mesures qui frappent durement l'industrie et la création cinématographique. Le taux majoré à 33 % de la TVA doit être appliqué à tout film interdit aux mineurs c'est-à-dire aussi bien *Exhibition* de Jean-François Davy que *Numéro Deux* de Jean-Luc Godard, *Gorge profonde* de Gérard Damiano que *Le chant du départ* de Pascal Aubier. « Violents », « pervers » ou « pornographiques » ? Qui va décider ? Le secrétaire d'Etat à la culture et le ministre de l'Intérieur, ce qui implique le retour d'une censure dont on avait annoncé la suppression à cor et à cri, il y a seulement quelques mois. L'un des dangers de cette censure est d'avoir la latitude d'interdire aux moins de dix-huit ans tout film un tant soit peu subversif politiquement, comme par exemple *Numéro Deux*.

Mais cette mesure, proposée par M. Murette (U D R), ne s'arrête pas là. Elle s'applique également à la presse, aux diverses transactions portant sur les films, et aux prix des billets. Comme si cela ne suffisait pas, Jean Foyer (U D R), qui s'était déjà fait remarquer lors de la loi sur l'interruption de grossesse, a proposé une mesure adoptée par l'Assemblée : le prélèvement de 50 % des bénéfices des films interdits aux moins de dix-huit ans, le surplus étant soumis à l'impôt. Cette mesure s'applique également aux auteurs, compositeurs, scénaristes, metteurs en scène et acteurs, sans déduction de frais professionnels.

Avec cet ensemble de taxes, l'Etat, plus soucieux de profit que de morale, va devenir (il l'était déjà en ce qui concerne les prostituées) le plus grand proxénète de France. Il s'agit de pénaliser ceux qui font du porno, de traduire en terme d'argent ce que certains vivent en terme de morale et de réserver à l'élite bourgeoise la consommation du porno.

Il y a effectivement un problème en ce qui concerne le cinéma porno : il a tendance à étouffer complètement toute autre forme de cinéma, mais la solution consisterait à aider les « films d'auteur » au lieu d'écraser les films pornos sous un amas de taxes. Seulement, dans le premier cas, l'Etat devrait déboursier de l'argent ; dans le second, il encaissera des quantités fabuleuses. Le choix n'était pas difficile.

Voilà donc où mène le libéralisme giscardien : on passe de la censure avouée à une censure plus insidieuse, celle de l'argent. Comme disait en substance Jean Foyer, à propos de l'avortement : « Il ne faut pas que le vice des riches devienne le vice des pauvres ».

Stéphane Sorel ■

